Maurice THOREZ

2e

AU
SERVICE
DU
PEUPLE
DE
FRANCE

XI^e CONGRES NATIONAL
DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
STRASBOURG, 25, 26, 27, 28 JUIN 1947

AU SERVICE DU PEUPLE DE FRANCE

LE COMBAT POUR LA RENAISSANCE DE LA FRANCE
LE COMBAT POUR L'ORGANISATION DE LA PAIX
— LE COMBAT POUR L'UNITE —
— LE PARTI —

☆

RAPPORT PRESENTE
par
MAURICE THOREZ
Secrétaire général du Parti Communiste Français
Député de la Seine

EDITIONS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
44, RUE LE PELLETIER — PARIS-IX^e

Dès l'ouverture du Congrès, la grande salle du Palais des Expositions de Strasbourg est pleine de délégués venus de tous nos départements français, d'invités, d'auditeurs.

Les correspondants de presse sont nombreux. Tous attendent avec impatience le rapport de Maurice THOREZ, secrétaire général du Parti Communiste Français, qui va faire le bilan de l'activité communiste depuis le X^e^ Congrès de Paris.

Lorsque notre cher Marcel CACHIN, président de séance, donne la parole à Maurice THOREZ, le Congrès, debout, salue dans l'enthousiasme, la joie et l'affection, le dirigeant de notre Parti.

Une longue ovation monte vers Maurice THOREZ, ce fils du peuple, ancien mineur, ancien ouvrier agricole, dont plus personne ne saurait contester la haute clairvoyance et qui a su montrer, en chaque circonstance, avec force et humanité, le seul chemin possible pour que notre pays reste fidèle à sa mission historique.

Des hourrahs éclatent en son honneur et, puissante, l'*Internationale s'élève*.

Alors, Maurice THOREZ s'adresse au Congrès et, par delà, au peuple de France.

INTRODUCTION

Camarades,

Le X^e^ Congrès de notre PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS siégea dans l'allégresse de la victoire remportée par les peuples libres sur l'Allemagne hitlérienne. Quelques semaines plus tard, les forces militaires soviétiques et américaines contraignaient le Japon à la capitulation. Le monde retrouvait la paix après les cruelles années de la guerre déclenchée par les agresseurs fascistes, longtemps encouragés par les complaisances de la politique dite de non-intervention.

Cependant, au lendemain des combats de la libération, de nombreux problèmes se posaient : refaire la France, reconstruire nos villes et nos villages dévastés, restaurer nos routes, nos voies ferrées, remettre en marche toutes nos usines, rendre toutes nos terres à la culture, relever le niveau de vie des masses laborieuses, bref, entreprendre une œuvre immense de relèvement économique, politique et moral de notre pays.

Notre Parti Communiste, avant et pendant la guerre, avait su faire son devoir de guide et d'organisateur de la classe ouvrière et du peuple de France. Il avait joué un rôle décisif dans l'organisation et la direction de la lutte armée contre les envahisseurs et contre les traîtres. Dès la libération, il se fit le champion de la renaissance française par le travail et par l'union.

Le X^e^ Congrès élabora le programme du redressement national. Il appela les Français et les Françaises à l'effort tenace et

prolongé pour développer la production, rétablir nos échanges avec l'extérieur, acheter et vendre, c'est-à-dire pour refaire effectivement la grandeur de la France et assurer les conditions matérielles de son indépendance.

Afin de réussir dans cette entreprise exaltante, il est indispensable, proclama notre X^e^ Congrès, d'abattre à jamais la puissance des trusts, de frapper impitoyablement les traîtres, de liquider le vichysme, le pétainisme et de consacrer dans nos institutions le triomphe de la démocratie.

Deux années se sont écoulées. Où en sommes-nous ? Quelle est la situation de notre pays ? Répondre à ces questions, c'est aussi dresser le bilan des efforts de notre peuple et de notre propre activité au service de la France.

Depuis Juin 1945, *la production industrielle a plus que doublé ; les récoltes de* 1946 *ont été sensiblement supérieures à celles de l'année précédente ; en poids, nos importations ont quadruplé de* 1945 *à* 1946, *nos exportations ont été multipliées par* 5 *; les houillères, les entreprises du gaz et de l'électricité, plusieurs grandes banques, quelques compagnies d'assurances ont été nationalisées ; des avantages d'ordre matériel et moral ont été obtenus par les travailleurs des diverses corporations, les vieillards, les femmes, les jeunes ; la natalité a fait chez nous d'heureux progrès ; le pays s'est donné une Constitution démocratique ; la France a repris sa place parmi les grandes nations ; c'est à Paris que s'est tenue la Conférence des vingt et un pays alliés, pour l'élaboration des traités de paix avec les satellites de l'Allemagne.*

Mais le tableau comporte malheureusement des ombres. L'inexécution du plan de réparations prévu à Potsdam, et en particulier le fait que nous ne soyons pas parvenus à obtenir le charbon de la Ruhr en quantité suffisante, portent entrave à notre relèvement national ; la production ralentit faute de combustible ; le pays connaît de graves soucis financiers et de grosses difficultés de ravitaillement ; le niveau de vie des travailleurs salariés et des petites gens continue à baisser ; l'Union Française est déchirée par de douloureux conflits ; les collaborateurs, les vichystes, dont beaucoup ont échappé au juste châtiment de leurs crimes, s'agitent et se regroupent ; une activité factieuse se développe contre la République ; les trusts internationaux exercent une pression grandissante sur notre pays ; les communistes sont écartés du gouvernement

Au cours de ces dernières semaines, la situation s'est aggravée au point que des ouvriers, et parmi eux les cheminots et les mineurs ont été obligés de recourir à la grève pour faire aboutir leurs légitimes et modestes revendications. C'est l'indication certaine d'un glissement à droite dont les suites seraient désastreuses pour notre pays si les travailleurs et les républicains unis ne parvenaient à redresser la situation. (Applaudissements.)

L'explication profonde des événements, il ne faut pas la chercher ailleurs que dans le conflit entre les masses populaires qui aspirent au changement, qui veulent toujours plus de liberté, de progrès et de justice, et une minorité égoïste et conservatrice, accrochée à ses privilèges, et qui se vautra, derrière Pétain, dans la fange de la collaboration. Si bien que la question posée est la suivante : Irons-nous de l'avant, dans le sens d'une solution démocratique des difficultés de toute nature qui font obstacle au relèvement de la France, et aux dépens de ceux qui firent les malheurs de la patrie ? Ou bien serons-nous ramenés en arrière, dans l'ornière des procédés empiriques et réactionnaires ? La classe ouvrière, le peuple des travailleurs, après avoir consenti les plus lourds sacrifices de sang dans le combat pour la libération, puis s'être jetés avec enthousiasme dans la bataille de la production, feront-ils les frais de la reconstruction ?

Voilà la question qui est posée devant le pays. Afin d'y répondre en toute clarté, procédons à une étude plus approfondie de la situation.

I. LE COMBAT POUR LA RENAISSANCE DE LA FRANCE

LE RELEVEMENT DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

A notre Xe Congrès, dix mois après la Libération, nous constations que le tableau de notre situation économique était plutôt sombre et décevant. Calculé sur la base de 100 en 1938, l'indice général de la production industrielle était tombé à 35, en août 1944, et à 32, en janvier 1945. Il était remonté à 41 seulement en mai 1945. Une année plus tard, en mai 1946, il était à 84. Et, dès octobre dernier, la production atteignait presque aux chiffres d'avant-guerre.

Comme le relèvement de notre industrie dépendait avant tout du charbon, c'est aux mineurs qu'en application des décisions du Xe Congrès, nous nous sommes adressés, en premier lieu, par le discours de Waziers. Les chiffres suivants permettent de juger des résultats :

Moyenne mensuelle 1938	3.960.000	tonnes
Octobre 1944	1.437.000	—
Juin 1945 (lors du Congrès)	2.200.000	—
Moyenne mensuelle 1946	4.108.000	tonnes
Mars 1947	4.633.000	—

Soit 120 % des chiffres de 1938. (*Applaudissements.*)

Le rendement moyen du fond, par homme et par jour, qui était tombé à moins de 700 kilogrammes au moment de la Libération, est remonté à 989 kg. ; il a parfois dépassé 1.000 kg. Il reste inférieur au rendement de 1938, qui avait atteint 1.229 kg. Mais on doit tenir compte que le matériel, déjà défectueux à la fin de la guerre, n'a été que très partiellement réparé ou remplacé, et

que les mineurs, qui travaillent quarante-neuf heures par semaine, subissent le contre-coup des efforts fournis depuis des années, avec un ravitaillement encore insuffisant.

Grâce à l'effort de nos mineurs, grâce au travail de nos cheminots, dont on oublie si vite les mérites éclatants, la production avait démarré dans toutes les branches :

Electricité

Moyenne mensuelle 1938	1.550	millions de kilowatts
Octobre 1944	991	— —
Moyenne mensuelle 1946	1.848	— —
Avril 1947	2.110	— —

Soit environ 40 % de plus qu'en 1938.

Bauxite

Moyenne mensuelle 1938	57.000	tonnes
Octobre 1944	10.000	—
Moyenne mensuelle 1946	38.000	—
Février 1947	46.000	—

Aluminium

Moyenne mensuelle 1938	3.750	tonnes
Moyenne mensuelle 1946	3.995	—

Minerai de fer

Moyenne mensuelle 1938	2.762.000	tonnes
Octobre 1944	50.000	—
Moyenne mensuelle 1946	1.351.000	—
Mars 1947	1.594.000	—

L'extraction du minerai de fer est ralentie, faute du coke nécessaire pour la production de fonte. En outre, avant-guerre, une grande partie de notre minerai était exportée en Allemagne (8 millions de tonnes en 1938).

Sidérurgie

(en milliers de tonnes)

	Fonte	Acier	Produits finis
Moyenne mensuelle 1938	501	518	342
Octobre 1944	6	41	
Moyenne mensuelle 1946	287	362	252
Avril 1947	415	497	352

Production automobile

(par mois)

	Moyenne 1938	Avril 1946
Camions et camionnettes	3.260	6.370
Automobiles	15.200	6.540

Le niveau d'activité des constructeurs d'automobiles fut, en mars, de 85 % par rapport à 1938.

Textiles

(en tonnes)

	Filés de laine	Filés de coton
Moyenne mensuelle 1938	7.560	21.180
Moyenne mensuelle 1946	5.840	14.328
Février 1947	6.700	15.843

(en tonnes)

	Tissus laine	Tissus coton	Rayonne
Octobre 1938	6.650	12.083	2.534
Octobre 1944	2.122	2.146	573
Février 1947	5.896	10.539	
Mars 1947			3.273

Papier

Moyenne mensuelle 1938	99.800	tonnes
Octobre 1944	10.200	—
Moyenne mensuelle 1946	56.500	—
Avril 1947	76.000	—

Industries chimiques

(en milliers de tonnes)

	Acide sulfurique	Carbonate de soude	Superphosphates
Moyenne mars 1938	106	40	114
Moyenne mensuelle 1946	70	40	92
Avril 1947	94	45	120

Matériaux de construction

(en milliers de tonnes)

	Briques et tuiles	Ciments
Moyenne mensuelle 1938	375	295
Moyenne mensuelle 1946	228	281
Mai 1947	240	364

Verre à vitre

Moyenne mensuelle 1938	3.187	tonnes
Mars 1947	8.764	—

Caoutchouc

Moyenne mensuelle 1938	5.350	tonnes
Octobre 1944	368	—
Moyenne mensuelle 1946	4.584	—
Avril 1947	6.120	—

Cuirs et peaux (sorties des tanneries)

Moyenne mensuelle 1938	6.720	tonnes
Moyenne mensuelle 1946	4.600	—
Mars 1947	4.915	—

L'activité commerciale de nos chemins de fer est sensiblement égale à celle de 1938 : un peu moins pour les transports-marchandises ; un peu plus pour les transports-voyageurs.

Voilà des chiffres qui ne souffrent aucune contestation. Il n'est pas sans intérêt de remarquer que les plus hauts pourcentages ont été atteints dans les entreprises nationalisées, où la production dépasse, et de beaucoup, les chiffres de 1938.

C'est une belle réponse aux campagnes intéressées des trusts et de leurs agents contre les nationalisations. C'est une belle réponse également aux insinuations malveillantes par lesquelles on voulait mettre en doute le civisme du personnel des entreprises nationalisées.

Les chiffres du commerce extérieur et la progression des recettes fiscales confirment le relèvement général de la production et l'amélioration notable de la situation économique.

En poids, nos exportations ont passé de 63.000 tonnes, en avril 1945, à 1.224.188 tonnes, en avril 1947 ; en valeur, de 11 milliards pour toute l'année 1945, à 101 milliards en 1946, et à 87 milliards pour les cinq premiers mois de 1947.

Les recettes fiscales s'étaient élevées à 216 milliards, en

1945 ; elles ont dépassé 372 milliards en 1946, ce qui a porté, avec les produits divers, le total des recouvrements budgétaires à 427 milliards. Les recettes fiscales du premier trimestre 1947 se sont élevées à 125 milliards de francs contre 79 milliards pour la période correspondante de 1946, soit une augmentation de 58 %. Le rendement de la taxe sur le chiffre d'affaires est passé de 16 milliards 1/2 à 35 milliards 1/2 (en plus 117 %) ; les contributions directes, dont près de 50 % proviennent de l'impôt sur les salaires et traitements, ont progressé de 20 à 32 milliards, toujours dans la période envisagée.

LE MERITE DE LA CLASSE OUVRIERE

Ainsi donc, de janvier 1945 à décembre 1946, la production industrielle a presque triplé. En deux années, elle a été ramenée tout près des chiffres de 1938.

Après l'autre guerre, il avait fallu six années pour atteindre aux mêmes résultats, comme il ressort du tableau ci-après :

Indice général

1913	100
1919	57
1920	62
1921	55
1922	78
1923	88
1924	109

Est-il témoignage plus convaincant des mérites exceptionnels de la classe ouvrière, de la C.G.T., de notre Parti Communiste, qui sont parvenus — en partant d'un niveau beaucoup plus bas, 35 au lieu de 57 — à réduire des 2/3 le temps mis après l'autre guerre pour ramener la production industrielle aux chiffres antérieurs ?

Est-il admissible dès lors que, contrairement à ce qui s'était produit après 1918, le niveau de vie des travailleurs salariés ait sans cesse régressé depuis la libération ? Voici les chiffres de comparaison :

(Indice 100 = 1913)

	Prix de détail	Salaires
1921	337	401
1923	332	472

C'est-à-dire que le pouvoir d'achat des salariés s'était amélioré de 40 % environ. La tendance ne devait se renverser qu'après la crise financière de 1925 et l'expérience Poincaré.

Voyons la situation présente :

(Indice 100 = 1938)

	Prix de détail	Salaires
Octobre 1944	291	205
Avril 1946	491	321
Octobre 1946	858	417

Par rapport à 1938, les prix ont été multiplié par 8 1/2 ; les salaires par 4 seulement : le pouvoir d'achat des salariés a baissé de 50 %. Telle est la réalité sociale. Elle suffit à expliquer le mécontentement des travailleurs, qui se considèrent, non sans raison, bien mal récompensés de leur admirable effort de production. (*Applaudissements.*)

LES OBSTACLES ET LES DIFFICULTES : LE CHARBON

Après les progrès rapides de l'année dernière, on constate, depuis sept mois, un certain ralentissement de la production. La cause essentielle, c'est la pénurie de combustible, l'insuffisance des importations de charbon. Plus nos mineurs produisent, moins nous recevons de charbon de l'étranger, comme si nous étions pénalisés pour le courage exceptionnel de nos camarades du sous-sol.

Le tableau ci-dessous est très suggestif :

(*en milliers de tonnes*)

Mois	Ressources totales	Production française	Importations nettes	dont importations allemandes y compris la Sarre
Moyenne 1938	5.750	3.960	1.790	570
Moyenne 1946	4.974	4.108	866	270

L'Angleterre, qui nous fournissait 1.100.000 tonnes de charbon mensuellement en 1913, et 500.000 encore en 1938, a cessé de nous en livrer. De même pour la Belgique, dont nous recevions 400.000 tonnes environ par mois, en 1938 comme en 1913. De la Pologne, dont nous avions reçu 130.000 tonnes mensuelles en 1938, nous pourrions obtenir jusqu'à 250.000 tonnes. La Pologne avait repris ses livraisons, 100.000 tonnes environ par mois à partir de juillet 1946. Elle a dû cesser ses envois, parce que notre pays ne lui fournit pas en échange le matériel électrique qu'il s'était engagé à lui vendre, et parce qu'il refuse, à défaut d'une contre-partie en marchandises, de régler en devises le montant de sa facture en charbons.

C'est seulement à l'Office anglo-américain du charbon, et pour du combustible qui devrait nous être livré gratuitement au titre des réparations, que la France consent à payer en dollars. Cependant, les importations de charbon allemand, Ruhr et Sarre, n'ont pas cessé de diminuer pendant toute l'année 1946, et le début de 1947 :

(*en milliers de tonnes*)

Janvier 1946	370	Août	320
Février	320	Septembre	310
Mars	360	Octobre	214
Avril	230	Novembre	206
Mai	290	Décembre	190
Juin	217	Janvier 1947	168
Juillet	295	Février	129

Nous reviendrons sur ce problème capital du charbon allemand et des réparations. Bornons-nous à souligner les conséquences regrettables pour notre pays de l'incroyable complaisance de nos alliés anglais envers notre débiteur allemand : c'est notre relèvement national compromis, c'est le ralentissement de la production industrielle, et surtout l'impossibilité de rallumer tous nos hauts-fourneaux, de pousser à la production de l'acier qui nous serait nécessaire pour le développement de nos constructions mécaniques, la mise en chantier de navires marchands et de péniches auto-moteurs, la construction de locomotives et de wagons, de tracteurs et de machines agricoles, et enfin la fabrication de machines-outils qui permettraient de développer la productivité du travail dans nos usines.

La production automobile ne progresse plus, en raison du manque de matières premières, de fonte, de fer et de métaux non-ferreux, notamment. De même, faute de combustible, pour les matériaux de construction et le textile.

Autre conséquence très grave pour notre économie nationale et nos finances. Afin de compenser dans une certaine mesure le manque de charbon allemand, nous en achetons davantage aux Etats-Unis. Il est d'une mauvaise qualité et il nous coûte beaucoup plus cher : 20 à 21 dollars la tonne rendue dans un de nos ports, c'est-à-dire environ 2.500 francs ; 1.000 à 1.200 francs de plus que le charbon allemand. C'est un élément important du déficit de notre balance commerciale et l'obligation de consacrer aux achats de charbon les ressources en devises et en crédits, avec lesquelles nous aurions pu acheter des machines afin de rénover notre outillage vieilli et d'un faible rendement.

Comment ne pas se demander si ceux qui nous refusent le charbon de la Ruhr n'ont pas en vue de limiter l'essor de notre production, de nous affaiblir économiquement, de nous réduire à merci, afin de nous contraindre à entrer dans leur jeu politique, mettant de la sorte en cause notre indépendance nationale ?

DIFFICULTES FINANCIERES

La guerre, le pillage des hitlériens ont terriblement appauvri notre pays. Plusieurs années encore, la France achètera beaucoup plus qu'elle ne saurait vendre. Il nous faut importer du charbon, des matières premières, de l'outillage. En raison de récoltes encore faibles, il nous faut malheureusement acheter des denrées alimentaires : du blé, des céréales secondaires, des matières grasses. Notre balance commerciale comporte un très lourd déficit. Les capitaux français placés à l'étranger ont fondu ou se dissimulent, et les intérêts en sont considérablement diminués. (Cependant, des capitaux français représentant une valeur d'un milliard de dollars sont encore en Suisse. Si l'on prenait enfin des mesures pour les rapatrier, ils couvriraient plus d'une année de nos dépenses à l'extérieur.) Nous devons payer les intérêts des prêts qui nous ont été consentis. Le tourisme ne nous apporte pas encore les devises équivalentes à celles qu'il nous procurait avant-guerre. En 1946, le déficit de la balance des paiements s'est élevé à 250 milliards de francs. Le déficit prévu pour 1947 est de 200 milliards environ.

Pour faire face à ce déficit, nous devons recourir à l'emprunt extérieur. Les Etats-Unis, après une liquidation de notre compte prêt-bail, nous ont consenti un crédit de 720 millions de dollars absorbé par le paiement :

1° des fournitures faites à la France depuis la fin des hostilités ;

2° des surplus laissés chez nous par l'armée américaine ;

3° des 75 bateaux Liberty-Ships, que de toute façon les Américains auraient détruits comme ayant perdu toute valeur commerciale.

L'Export-Import Bank nous a consenti en deux fois un prêt de 1.200 millions de dollars, sur lesquels, lors de la signature des accords Blum, plus de 800 millions étaient déjà dépensés. Notons que nous avions été traités plus durement que l'Angleterre, tant pour le taux d'intérêt, 3 % contre 2 % aux Anglais, que pour la durée du remboursement, 25 années pour nous contre 55 à l'Angleterre. Comme l'a dit Jacques Duclos à la tribune de l'Assemblée nationale, lors de la discussion sur le dernier emprunt : « *Il en coûte cher d'être pauvre.* » Et je ne parle pas des clauses économiques, notamment celles qui ont porté un coup très grave à notre industrie du cinéma.

Enfin, la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Relèvement vient de nous accorder un prêt de 250 millions de dollars, à des conditions vraiment draconiennes. Le taux d'intérêt est fixé à 4,25 %, ce qui aggrave sérieusement nos charges d'avenir. Une clause de l'accord stipule que « *toute occasion raisonnable sera ménagée aux représentants accrédités à la banque pour leur permettre d'avoir accès aux produits payés au moyen des fonds de l'emprunt et d'inspecter ces produits ainsi que tous contrats, commandes, factures et autres documents et livres-comptables se rapportant à ces produits et à leur affectation* ».

C'est une ingérence caractérisée et sans précédent d'un organisme étranger dans notre économie nationale.

LA DEFENSE DU FRANC

Une autre série de difficultés réside dans la menace qui pèse sur le franc, en raison de la hausse des prix, du gonflement de la circulation fiduciaire, de l'inflation. Si la hausse des prix, si l'inflation se poursuivaient, ce serait à brève échéance l'effondrement du franc. Et ce serait une nouvelle amputation du pouvoir d'achat des salariés, des retraités, des pensionnés, des invalides du travail. Ce serait la gêne et la ruine pour la masse des petits producteurs, paysans, artisans, industriels et pour les petits commerçants. Ce serait la fin de toutes transactions normales, tant sur le marché intérieur qu'avec l'étranger.

Aussi comprend-on que notre Parti, depuis toujours, ait attaché une telle importance à la lutte pour la baisse des prix et pour la défense du franc, et que sans se lasser il ait mis en garde contre les périls de l'inflation. Toutefois, contrairement aux théories habituelles de nos contradicteurs socialistes et de nos adversaires communs de la réaction, nous ne croyons pas que la hausse des prix et l'inflation puissent être le résultat d'une augmentation du niveau de vie des masses laborieuses.

Quelle est la cause principale de l'inflation ? C'est le recours de l'Etat aux avances directes et indirectes de la banque, en vue de couvrir le déficit du budget et de la trésorerie. Le dernier bilan de la Banque de France révélait que le montant des avances à l'Etat, à la date du 12 juin 1947, s'élevait à 88 milliards. Le gouvernement a fait élever le plafond-limite de ces avances de 100 à 200 milliards. Pour effectuer ces avances, la banque émet sans arrêt des billets nouveaux, bien au delà de la couverture d'or qui est censé les garantir. Le papier-monnaie se déprécie ; les prix haussent, sans qu'il y ait modification de la valeur réelle des objets ou produits. Le pouvoir d'achat des travailleurs se trouve effectivement diminué parce que le rajustement des salaires vient toujours après la hausse des prix, et loin derrière.

Marx a écrit :

« *Toute l'histoire du passé prouve que, chaque fois qu'il se produit une dépréciation de l'argent, les capitalistes s'em-*

pressent de saisir l'occasion pour frustrer les ouvriers. »
(« *Salaires, Prix et Profits* », p. 129, E.S.I.)

En octobre 1944, le chiffre de la circulation fiduciaire était de 640 milliards. Ramené à 440 milliards, en août 1945, par l'échange des billets et l'emprunt de la Libération, il n'a pas cessé de croître depuis à une allure moyenne de 150 milliards par an. Il atteignait 570 milliards en janvier 1946, 720 milliards en janvier 1947, et 788 milliards au début de ce mois. Cette augmentation de 68 milliards depuis janvier dernier, en période de blocage des prix et des salaires, contredit les théories erronées qui prétendent voir dans les augmentations de salaires la cause de l'inflation.

L'inflation est pour l'Etat banqueroutier un moyen de réduire ou d'alléger la dette publique. On l'a vu en Allemagne, en 1924. La théorie de la banqueroute partielle, par l'inflation et la hausse des prix, a toujours des adeptes. Elle a été préconisée ouvertement par M. Bernard Lavergne, professeur à la Faculté de droit, qui écrivit dans la *Tribune Economique et Financière*, le 30 août 1946 : « *La hausse des prix est, du point de vue financier, l'un des moyens qui permettront à l'Etat l'équilibre de son budget.* »

Tout autres sont nos conceptions en matière de politique financière. Nous n'avons pas cessé de préconiser, comme base de l'assainissement financier, le développement de la production, la baisse des prix et l'équilibre du budget. Il n'y a pas d'inflation dans la mesure où l'accroissement de la circulation fiduciaire correspond à une augmentation du volume de la production. L'inflation provient du déficit du budget et du Trésor.

Il y a moins de quinze jours, après que l'on nous avait mis à la porte du gouvernement, on affirmait encore que le déficit était enfin comblé. Les prévisions budgétaires pour 1947 réalisaient l'équilibre, tout au moins sur le papier : 590 milliards aux dépenses et aux recettes. Il s'y ajoutait 335 milliards pour le budget extraordinaire (dépenses de reconstruction et d'équipement et charges de trésorerie).

On sait maintenant combien les espoirs d'équilibre étaient prématurés. D'une part, les prévisions de recettes avaient été quelque peu gonflées ; d'autre part, certaines dépenses, notamment les dépenses militaires, n'ont pas cessé d'augmenter. On parle de les réduire de 16 milliards, mais elles s'élèvent à 250 milliards pour l'année. Nous sommes loin des 100 milliards que ne voulait pas dépasser M. Philip, lorsqu'il n'était pas ministre. Les dépenses militaires inscrites au budget ordinaire correspondaient, en 1920, à 38,5 % des ressources normales et permanentes de l'Etat ; elles ont représenté 46,3 % de ces ressources en 1946 ; elles en représenteront encore plus du tiers pour cette année.

Alors que les crédits pour l'Education nationale ne représentent que 6 % du budget.

D'autre part, le Trésor doit faire face, en ces mois d'été, à de lourdes échéances. Il n'obtient pas de l'emprunt les ressources escomptées ; les remboursements de bons l'emportent sur les nouveaux placements. Tout cela en raison de l'incertitude qui pèse dans tous les domaines : financier, militaire, social et politique.

Naturellement, les solutions que le gouvernement vient de faire adopter par l'Assemblée Nationale ne se sont pas écartées de la méthode habituelle, qui consiste à frapper les petits pour épargner les gros et qui conduisent tout droit à un nouveau développement de l'inflation : augmentation des tarifs de transports, des tarifs postaux, du prix du tabac et des allumettes ; suppression, sans contre-partie sérieuse en faveur des masses laborieuses, des subventions économiques ; réduction des crédits envisagés pour l'aide aux paysans et en particulier la fourniture d'engrais et de machines agricoles. Par contre, refus — comme Jacques Duclos le propose vainement depuis des années — de frapper les bénéfices des sociétés financières, des « personnes morales » ; refus de prélever une modeste part des « réserves et provisions », qui, le plus souvent, ne sont que la dissimulation des bénéfices.

Il est certain que tous ces remèdes de rebouteux, sans assainir la situation financière et monétaire, auront surtout pour effet d'aggraver la situation des masses laborieuses.

Pour en sortir, il faut appliquer les mesures que nous n'avons cessé de préconiser depuis la Libération :

1° comprimer les dépenses publiques, et surtout réduire massivement les crédits militaires (non par ce tour de passe-passe qui consiste à annoncer une économie de 16 milliards après avoir grossi les prévisions d'autant) ;

2° accroître les recettes par une refonte complète de notre système fiscal, qui fasse payer les riches et rende la fraude impossible. L'impôt doit être juste, les taxes peu nombreuses ;

3° accélérer les enquêtes et les recouvrements pour profits illicites, abroger les dispositions vichyssoises qui ont abouti au remboursement partiel de l'impôt sur les bénéfices de guerre, et confisquer effectivement les biens des traîtres, ce qui procurerait au Trésor des centaines de milliards.

Et il faut pratiquer une véritable politique de baisse des prix, afin que les prévisions budgétaires ne soient pas bouleversées à brève échéance.

PRIX, SALAIRES ET PROFITS

C'est le moment de constater quels sont les résultats de la politique des prix et des salaires pratiquée depuis janvier, et de porter un jugement sur cette politique. Voyons d'abord les faits. L'évolution des prix, depuis la première décision du gouvernement Blum ordonnant la baisse, est la suivante :

Prix de gros (base 100 = 1938)

Décembre 1946	840
Janvier 1947	867
Février	832
Mars	850
Avril	837
Mai	946

c'est à dire, depuis décembre, une hausse de 106 points, soit 12,6 %.

Prix de détail à Paris (base 100 = 1938)

Octobre 1946	858
Novembre	856
Décembre	865
Janvier 1947	856
Février	858
Mars	838
Avril	837
Mai	886
Juin (sem. du 1er au 6)	936

c'est-à-dire, depuis janvier, une hausse de 80 points, soit 9,3 %.

Jusqu'en avril, étudiant objectivement les faits, nous avions pu dire que, si la politique décidée par Léon Blum n'avait pas produit les résultats escomptés quant à la baisse des prix, elle avait tout de même réussi à stopper la hausse. A partir d'avril, il a bien fallu constater que les prix montaient de nouveau et que l'expérience avait échoué. Léon Blum a dû le confesser ; samedi dernier, il écrivait dans le *Populaire* : « *La tendance ascensionnelle des prix a repris le dessus.* »

La baisse des prix devait mettre un terme à l'inflation et assurer la sauvegarde du franc. L'inflation continue. La baisse des prix, à défaut d'une augmentation du salaire nominal, devait permettre la revalorisation du salaire réel. La nouvelle hausse des prix, surtout pour les denrées alimentaires qui entrent au moins pour 70 % dans le budget des travailleurs, aboutit à une nouvelle diminution du niveau de vie des masses laborieuses.

C'est une aggravation sur la situation en octobre 1946, où déjà le pouvoir d'achat des salariés était de 50 % inférieur à celui de 1938.

La Commission mixte des salaires et des prix a constaté, en février dernier, que la part du revenu national allant aux ouvriers était tombée de 45 à 38 %. La part des exploitations agricoles est passée de 12 à 13 %. Par contre, celle des entreprises capitalistes et des trafiquants de tout acabit est passée de 27 à 44 %.

Qui peut nier, après cela, que l'appauvrissement de l'ouvrier ne soit une loi générale du capitalisme ? Marx écrit dans *Le Capital* : « *L'accumulation de la richesse à un pôle signifie l'accumulation, au pôle opposé, de misère et de souffrances...* » (p. 117).

La situation des travailleurs s'est aggravée, malgré leurs sacrifices pour libérer la France et leurs efforts pour la reconstruire. Malgré leur action revendicative, dirigée par les syndicats et appuyée par notre Parti. Malgré des améliorations partielles et passagères que la réaction obtient aujourd'hui de faire annuler.

Sans parler des augmentations de salaires et de traitements arrachées par les ouvriers et les fonctionnaires, notre Parti, ses ministres, Croizat notamment, étaient parvenus à procurer des avantages sérieux aux travailleurs et aux malheureux.

Nous avons doté les mineurs et les fonctionnaires de leur statut. Nous avons introduit dans la loi la notion du minimum vital. Nous avons institué le système des primes au rendement. Nous avons fait aboutir la loi sur l'augmentation des heures supplémentaires, de 25 % au delà de la 40e heure et de 50 % au delà de la 48e heure. Toutes ces mesures favorables aux travailleurs avaient stimulé la production.

Nous avons fait relever de 20 à 60.000 francs le taux d'exonération de base pour le calcul de l'impôt sur les salaires, et fait décider que la fraction entre 60.000 et 80.000 francs ne compterait que pour moitié.

C'est à l'initiative de Croizat que l'on doit :

— la retraite des vieux augmentée et étendue à d'innombrables bénéficiaires ;

— le congé des jeunes porté à trois semaines et un mois ;

— la suppression de l'abattement de 10 % sur les salaires féminins, selon notre vieille revendication « à travail égal, salaire égal » ;

— l'augmentation de plus de 85 % des allocations familiales ;

— la création de la Caisse contre les intempéries pour les ouvriers du bâtiment.

LES CAUSES DE L'ECHEC

L'échec de l'expérience Blum procède d'une conception erronée de la valeur, qui contredit les notions marxistes sur les prix et les salaires. Le président Ramadier s'est écrié à l'Assemblée nationale : « *La hausse des salaires provoque la hausse des prix ; l'échelle mobile renouvelle la hausse des salaires. Voilà l'évidence, et tout le reste est mensonge !* » C'est la fameuse théorie du « cycle infernal ». Nous avons dit au président que nous ne pouvions être d'accord sur ce point ; nous persistons à croire que Marx a eu raison contre Proudhon, dans ces questions comme sur toutes les autres.

Proudhon avait affirmé dans sa *Philosophie de la Misère* : « *Il est impossible, je le déclare, que les grèves suivies d'augmentation de salaires n'aboutissent pas à un renchérissement général : cela est aussi certain que deux et deux font quatre.* » Marx réplique dans *Misère de la Philosophie* : « *Nous nions toutes ces assertions, excepté que deux et deux font quatre.* »

La thèse de Marx est fondée, comme on sait, sur sa théorie de la valeur et sur sa doctrine de la plus-value, qui constitue, a dit Lénine, « *la pierre angulaire de la théorie économique de Marx* ».

Le prix d'une marchandise, ou plus exactement sa *valeur*, est déterminée par le *temps de travail socialement nécessaire* à la production de cette marchandise.

Le salarié vend sa force de travail comme une simple marchandise, pour un prix qui s'appelle *salaire*. Mais il a la faculté de produire une valeur plus grande que la valeur de sa force de travail, que le salaire qui lui est payé.

La différence entre la valeur produite par l'ouvrier et la valeur de sa force de travail, entre le *travail effectué* et le *travail payé*, constitue la *plus-value* ou profit du capitaliste. Le rapport entre le salaire et le profit peut donc *varier* sans que soit modifié la valeur du produit, le prix de la marchandise.

Autrement dit, la part de l'ouvrier dans le produit de son travail peut *augmenter* au détriment du profit capitaliste, et sans qu'il y ait répercussion sur les prix. (*Applaudissements.*)

Le Figaro lui-même a reconnu la justesse de la thèse marxiste. Son éditorialiste écrivait le 12 juin dernier : « *Il est possible que, dans certains secteurs de la production, l'augmentation des salaires puisse se faire au détriment du profit — auquel cas, les moyens de paiement n'étant pas accrus, mais seulement distribués de façon plus égale — la hausse des prix pourrait en effet être évitée.* »

Le président Ramadier, le gouvernement ont de même reconnu que nous avions raison, puisqu'ils ont, en définitive, admis que l'on pouvait et que l'on devait accorder aux salariés des primes à la production, *sans hausse sur les prix.*

Le camarade Lussy, président du groupe socialiste à l'Assemblée, s'est demandé, toutefois, « *si les propos de Karl Marx et de Proudhon sur le profit se situaient à une époque où les conditions de la production et du salariat étaient identiques à celles d'aujourd'hui, ainsi que les conditions du machinisme, de l'appareillage, de la concurrence et les possibilités de trouver des débouchés* ».

Sans méconnaître les différences d'époques, il faut bien convenir que les rapports sociaux sont demeurés identiques quant au fond. Nous vivons toujours dans une société où les moyens de production et d'échange — sauf quelques branches — sont entre les mains d'une minorité qui s'approprie le produit du travail social. Nous vivons toujours dans une société capitaliste où l'exploitation de l'homme par l'homme demeure la règle.

MONOPOLES ET PROFITS

Mais quelque chose a changé, et Lussy semble l'entrevoir : le capitalisme se transforme en impérialisme. La première caractéristique de l'impérialisme, du capitalisme parvenu à sa phase dernière, c'est l'apparition et le développement des monopoles qui ne font pas disparaître la concurrence, mais qui lui donnent de nouvelles formes et la rendent plus aiguë. L'action des monopoles tend précisément à faire monter les prix, pour assurer des profits fabuleux à ces monopoles, au détriment des petits producteurs, des paysans et, il va de soi, des travailleurs salariés.

L'influence du capitalisme de monopole, l'influence des trusts se fait sentir chez nous. Elle se manifeste dans une politique des prix telle que les marges dispensent les chefs d'entrprises de tout effort d'organisation et de rationalisation, et qu'elles leur assurent des profits substantiels.

Nier que les profits capitalistes aient augmenté considérablement, à la faveur de la reconstruction, et sur le dos des travailleurs, c'est nier l'évidence. D'après le Bulletin des Annonces légales obligatoires, les résultats de l'exploitation des diverses entreprises, pour l'exercice 1946, font ressortir des bénéfices nets dont le taux s'élève de 25 à 30 % du capital engagé, ce qui est un record jamais atteint jusqu'à ce jour.

Les quelques exemples précis énumérés ci-dessous comprennent des résultats d'exercice clos entre juillet et septembre; ils ne reflètent que partiellement, par conséquent, la reprise d'acti-

vité de 1946 et surtout les hausses du deuxième semestre, les queues de hausse de De Menthon. Les chiffres recueillis concernent uniquement les *bénéfices nets avoués*. Pour se faire une idée exacte des profits réels, il faudrait tenir compte également de l'accroissement considérable des provisions et réserves diverses, et de la capitalisation boursière. Malgré ces imperfections, la comparaison des bénéfices nets avoués en 1945 et en 1946 ne manque pas d'intérêt : pour les 25 sociétés retenues, le *profit a quintuplé en moyenne* d'une année à l'autre.

Evolution des bénéfices 1945-1946

BENEFICES NETS AVOUES DE 25 SOCIETES

	1945	1946
Raffineries François	1.248.000	4.859.000
Sucreries et Raffineries de Nassandre	2.249.000	9.461.000
Banania	7.322.000	11.897.000
Bénédictine	19.154.000	74.656.000
Biscuits Olibet	1.530.000	7.000.000
Julien Damoy	1.804.000	17.776.000
Normande d'Alimentation	2.057.000	10.000.000
Paris-France	423.000	24.823.000
Le Printemps	10.038.000	22.143.000
Galeries Lafayette	15.276.000	25.821.000
Cotonnières de Saint-Quentin	1.583.000	4.898.000
Générale de Textiles Artificiels	4.194.000	20.177.000
Bourgeois et Verdier Dufour	993.000	2.470.000
Ciments d'Origny Sainte-Benoîte	néant	7.752.000
Grands Travaux en Béton armé	4.312.000	6.843.000
Kléber-Colombes (Goodrich)	1.859.000	50.000.000
Mestre et Blatgé	3.950.000	10.930.000
Minerais et Métaux	2.873.000	14.144.000
Métal Déployé	1.133.000	6.243.000
Française des Métaux	néant	60.488.000
Haut-Fourneaux de la Chiers	néant	25.660.000
Ouenza	32.147.000	155.426.000
Automobiles de place	6.029.000	42.500.000
Produits Organo-chimiques	1.666.000	3.122.000
Produits Marnier-Lapostelle	821.000	4.700.000
Total pour les 25 sociétés	122.661.000	623.789.000

Le 6 juin, « *l'Agence Economique et Financière* » notait : « *Les comptes que viennent de publier les grandes sociétés de soie artificielle accusent, en ce qui concerne les produits bruts d'exploitation, des progrès considérables.* » Ces sociétés appartiennent au trust Gillet-Carnot. En voici trois parmi d'autres :

— GIVET-IZIEUX : bénéfice net, 22 millions contre 6 en 1945, après amortissement de 119 millions sur les participations ;

— VISCOSE FRANÇAISE : bénéfice net, 19,7 millions contre 6,4 en 1945, après amortissement de 117 millions ;

— TEXTILES ARTIFICIELS DU SUD-EST : bénéfices sur participation de 88 millions contre une perte de 2,6 millions en 1945.

Ces trois sociétés vont augmenter leur capital total de 142 millions à un *milliard* soixante millions par *distribution de réserves.*

LES FILATURES DE LAINE PEIGNÉE DE LA RÉGION DE FOURMIES accusent, pour un capital de 54 millions, un bénéfice brut de 64.800.000 francs dont il reste 36 millions aux actionnaires après les divers impôts et prélèvements.

La Société MICHELIN accuse pour 1946 un bénéfice de 163 millions qui représente 215 % du capital effectivement versé.

Le Comptoir « MINERAIS ET MÉTAUX » annonce 14 millions en 1946, contre 2,8 en 1945, soit cinq fois plus. Rapporté au capital actions de 60 millions, on obtient un pourcentage de 23 % assez confortable. Mais si l'on tient compte que le capital a été porté, l'année précédente, de 20 à 60 millions par distribution *d'actions gratuites*, on obtient un pourcentage de 70 %. On voit les raisons de ces augmentations de capital par distribution d'actions gratuites : il s'agit pour les trusts — réalisant d'énormes plus-values en raison des hausses de prix qui leur furent consenties — de dissimuler leurs bénéfices scandaleux et d'échapper à l'impôt.

M. Jean Pupier, l'ancien collaborateur de *La Journée Industrielle* ne voit pas les choses autrement que nous. Il écrivait dans *Paris-Presse* du 18 juin :

« *Pour 23 sociétés choisies au hasard parmi celles qui « produisent » ces jours-ci leurs comptes, le total des bénéfices nets s'est élevé en 1946 à 1.543 millions, contre 575 millions en 1945, c'est-à-dire que d'une année à l'autre il a presque triplé. Encore s'agit-il, dans les chiffres évoqués, des résultats laissés sur le papier après prélèvement pour « amortissements », « réserves » et « provisions » de tous genres. On se fera une idée des bénéfices bruts qui répondent à ces chiffres par quelques exemples : la Société des Huiles de Pétrole, dont le bénéfice net est presque semblable à celui de l'exercice précédent, accuse un bénéfice brut de 231 millions contre une perte de 40 millions en 1945 ; les Forges du Nord et de l'Est, dont le bilan se solde financièrement sans profit ni perte, accusent un bénéfice brut de 420 millions, etc., etc...* »

De tout ce qui vient d'être dit, il résulte la confirmation que la part du revenu national allant aux capitalistes a considérablement augmenté (27 à 44 %). Il résulte qu'il est possible d'aug-

menter les salaires et, d'une façon générale, d'améliorer le sort des masses laborieuses, en faisant payer les riches. (*Applaudissements.*)

Bon, disent des socialistes, admettons que les entreprises privées réalisent des profits, mais « *il ne peut y en avoir pour la S.N.C.F., ni pour le gaz et l'électricité, ni pour les mines qui sont nationalisées* ». C'est ce qu'a affirmé le ministre socialiste des P.T.T., en corsant sa démonstration de quelques gentillesses à notre égard. Nous lui répondrons que :

1° Les sociétés nationales, parce qu'il n'y a pas eu expropriation, mais rachat, sont grevées chaque année de lourdes charges financières au profit des anciens actionnaires et des obligataires :

S. N. C. F.	5 milliards 1/2
Electricité et Gaz	5 milliards 1/2
Houillères de France	1 milliard 1/2

2° Le travail des mineurs, des gaziers, des électriciens, des cheminots crée de la plus-value. En vertu de la loi marxiste sur la formation d'un taux moyen du profit, cette plus-value tombe dans la masse de plus-value produite par l'ensemble des salariés des branches de production et de transport et que se répartissent l'ensemble des capitalistes.

3° Dans la mesure où les prix du charbon, des transports, de l'électricité, en raison de l'intervention arbitraire du dirigisme gouvernemental sont *au-dessous* de la valeur des produits ou services, lis profitent en premier lieu aux trusts et entreprises capitalistes. Les industriels ont intérêt à payer le charbon et le courant électrique au plus bas prix et à bénéficier de tarifs de transports également le plus bas possible. Au point que l'Etat, c'est-à-dire les contribuables, comblait régulièrement avant 1937 le déficit des chemins de fer. L'Etat assurait les profits des actionnaires du rail qui s'accordaient à eux-mêmes, en tant que co-propriétaires des hauts-fourneaux et charbonnages, des tarifs de transport incroyablement bas. Enfin, les prix les plus bas imposés aux sociétés nationales peuvent avoir pour conséquence de rendre leur exploitation déficitaire. On donne ainsi des armes aux adversaires des nationalisations et on place certaines sociétés dans une situation défavorable par rapport à leurs concurrents. C'est le cas pour les usines Renault, où les prix de façon générale sont inférieurs aux autres entreprises de l'automobile.

Si nous admettions le raisonnement du ministre des P.T.T., il faudrait conclure que les postiers, y compris ceux d'un certain comité scissionniste qui lui sont particulièrement chers, n'avaient pas raison l'an dernier et qu'ils n'ont pas davantage raison en ce moment de revendiquer le reclassement et la revalorisation de leurs traitements.

POUR OBTENIR LA BAISSE

Après avoir désapprouvé la théorie du « cycle infernal », nous sommes cependant entrés au gouvernement. Nous étions soucieux de créer les meilleures conditions pour pousser à la baisse des prix ; nous avons estimé, nous estimons toujours, que notre présence au gouvernement pouvait contribuer au résultat poursuivi en commun, en dépit des divergences de principe.

En janvier, il n'était pas évident pour tous, pas même pour tous les salariés, que nous avions raison. Les masses étaient impressionnées par le fait qu'après l'augmentation de 25 % sur les salaires en juillet 1946, les prix avaient monté de 60 %. Pourtant, entre la hausse des salaires et la hausse bien plus considérable des prix, il n'y avait pas eu d'autre rapport que la volonté chez certains d'annuler le bénéfice des avantages obtenus par les travailleurs et d'assurer les dividendes des capitalistes. Depuis janvier, les masses ont pu se convaincre, par leur expérience propre, de la justesse de notre théorie marxiste. Elles ont constaté que les prix montent même quand les salaires restent bloqués.

J'avais déclaré à Toulon que les décrets gouvernementaux ne suffisent pas. Il faut associer les masses à la lutte pour la baisse des prix, par le moyen des commissions d'assainissement qui rassemblent les consommateurs, les ménagères, les représentants des syndicats, les commerçants, les petits producteurs. Et surtout en stimulant l'activité des comités d'entreprise qui doivent participer, conformément à la loi, « *à l'étude et à la fixation des prix de revient* ».

Il était certain, dès janvier, que les capitalistes saboteraient la baisse des prix. J'ai rappelé l'opinion de M. Bernard Lavergne préconisant la hausse comme moyen d'alléger le budget de l'Etat. Il y a un an, exactement le 22 juin 1946, *Le Monde* mettait en garde contre « *le risque de la baisse des prix* ». Lorsque fut décrétée la première baisse, *La Tribune Economique et Financière* s'exclamait que c'était « *mettre la charrue avant les bœufs* » (3 janvier 1947). Les patrons saluaient les décrets de baisse parce qu'ils y voyaient le moyen d'éviter les augmentations de salaires. En mars, au Congrès du M.R.P., le rapporteur sur les questions économiques estimait, en termes prudents, mais assez clairs, « *qu'une baisse exagérée et uniforme irait à l'encontre de son objet* »...

Pour briser toutes ces résistances ouvertes ou masquées, il n'y avait qu'un seul moyen : la mobilisation des masses, l'intervention légale et méthodique des comités d'entreprise. Naturellement, les industriels ne l'entendent pas de cette oreille. Ils ne veulent pas que le comité d'entreprise mette le nez dans leurs affaires. Il s'efforcent de limiter, de cantonner le comité d'entre-

prise dans ses tâches sociales, importantes certes, mais qui ne peuvent être l'essentiel. Car ce serait sombrer dans le paternalisme que Pétain avait prêché à Saint-Etienne, et que d'autres à sa suite préconisent aujourd'hui.

On connaît de nombreux cas où l'intervention du comité d'entreprise a permis de faire réduire notablement les prix que le ministère de l'Economie nationale avait accordés sans discussion à l'entrepreneur intéressé. Le comité d'entreprise est l'organisme le plus qualifié pour pousser dans l'usine à la *production* et au *développement de la productivité*, ce qui est le vrai moyen d'obtenir la baisse des prix, puisqu'il s'agit de produire un objet déterminé en un moindre temps. Le comité d'entreprise peut stimuler l'initiative et encourager à l'amélioration des méthodes et du rendement. A condition que soient accordées les primes à la production et au rendement que les syndicats revendiquent très justement.

Sous la direction d'Arrachard et de Labrousse, la Fédération des travailleurs du Bâtiment a mené une telle lutte que les prix du ciment étaient, en janvier 1947, au coefficient 4 1/2. Les patrons ont dû s'orienter vers la recherche de procédés techniques toujours meilleurs. Il en est résulté un développement constant de la *productivité*. Sous l'aiguillon de nos militants, il a été possible d'enregistrer dans cette branche d'industrie un sérieux progrès technique et social.

D'une façon générale, le relèvement de la production n'est pas allé sans une amélioration du rendement. Avec un personnel sensiblement égal, la production de véhicules chez Renault est passée de 1.272 en décembre 1945 à 3.693 en février 1947. De même chez Berliet, à Lyon, où l'on passe de 145 camions en décembre 1945 à 345 en mars 1947. Aux Etablissements S.K.F., à Ivry, on a fabriqué 485.000 roulements à billes en janvier 1946, et 900.000 en avril 1947.

Concluons sur ce point : l'expérience Blum a échoué ; les prix montent ; le niveau de vie des masses laborieuses régresse tandis que s'élèvent les profits capitalistes ; cependant, l'augmentation de la production et du rendement justifient amplement l'octroi des primes à la production et au rendement exigées par les syndicats.

Comment concevoir, dans ces conditions, que le gouvernement, malgré notre insistance, n'ait pas voulu accorder en mai les primes à la production qu'il a dû consentir en juin ? Comment concevoir qu'on ait fait de l'attribution des primes à la production une question de la politique générale, jusqu'à nous écarter du gouvernement, parce que nous soutenions les revendications ouvrières ? C'est parce qu'au fond se posait une question décisive :

Qui doit payer les frais de la reconstruction de la France ?

Les travailleurs ou les riches ? Ceux qui, par leur sang et par leur travail ont défendu, libéré et consolidé la République ? Ou ceux qui, par égoïsme de classe, ont pactisé avec Hitler et sont toujours prêts à vendre la France au plus offrant ? (*Applaudissements.*)

L'action de la classe ouvrière pour l'amélioration de ces conditions d'existence, l'action revendicative en faveur des primes à la production et au rendement est ainsi une bataille pour la démocratie, une bataille pour la défense de la République, pour l'indépendance de la France. (*Applaudissements.*)

« *Si la classe ouvrière renonçait à sa résistance contre les empiètements du capital,* — a écrit Marx — *elle se ravalerait à n'être plus qu'une masse informe, écrasée, d'êtres faméliques, auxquels on ne pourrait plus du tout venir en aide.* » Et encore : « *Si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure.* » (*Salaires, Prix et Profits,* pp. 150-151.)

LES GREVES

Voilà ce qui a été senti par la classe ouvrière, par les masses populaires lorsqu'elles se sont heurtées au refus obstiné du gouvernement. Les métallurgistes, les gars du bâtiment et des produits chimiques, les cheminots, les travailleurs des services publics, les employés des banques et des grands magasins, les mineurs, tous légitimement préoccupés de leurs intérêts corporatifs et professionnels, des difficultés à la maison où manque trop souvent le nécessaire ; tous, communistes, socialistes, chrétiens, ont compris le caractère décisif de l'action qu'il leur fallait entreprendre. Ils ont compris la gravité d'une situation où il leur fallait, comme autrefois, recourir à la grève pour faire aboutir leurs revendications.

Le président du Conseil avait parlé de « *chef d'orchestre clandestin* ». L'unanimité des cheminots répondit : « C'est la misère, c'est l'injustice sociale qui nous font revendiquer. (*Vifs applaudissements.*) Et c'est votre refus de nous entendre qui nous contraint à la grève. »

L'attitude du gouvernement a été vraiment incompréhensible. On mettait en avant des questions de forme : l'autorité, le prestige ! Les revendications syndicales étaient — paraît-il — présentées sur un « ton comminatoire », comme « un défi » ; on parlait « d'ultimatum ». Sans discuter avec les militants de la Fédération de l'Eclairage, on décidait la réquisition, selon les méthodes tristement célèbres de Briand et de Daladier. Puis, on ergotait, on contestait la mission d'un arbitre désigné d'un commun accord, à la dernière minute. On refusait la première sentence pour l'ac-

cepter ensuite presque intégralement. Avec les cheminots, même attitude déconcertante.

Et que dire de la décision unilatérale de reporter du 1er juillet au 1er décembre l'examen du problème général des prix et des salaires ? C'est la goutte d'eau qui fit déborder le vase, le vase d'amertume, des travailleurs aux prises avec la réalité économique et sociale.

LE RAVITAILLEMENT

Autre cause de souci et de mécontentement : les difficultés du ravitaillement. A moins de mauvaise foi, il faut reconnaître que la pénurie de vivres dont nous souffrons est, avant tout, la conséquence de la guerre, la conséquence des dévastations et des pillages hitlériens. Nos récoltes n'atteignent pas encore aux chiffres d'avant-guerre. Mais il reste que la répartition des produits dont nous pourrions disposer est entravée par une bureaucratie héritée du vichysme. On oublie que la réglementation édictée par Vichy ne visait qu'à vider littéralement notre pays au profit des envahisseurs. De même que la politique des prix imposée par l'occupant.

En quatre années, l'administration vichyste était parvenue à prélever au profit des occupants 11.000.000 de tonnes de produits alimentaires de toute nature, dont :

— 1.780.000 tonnes de céréales panifiables ;
— 1.850 tonnes de céréales secondaires ;
— 1.570.000 tonnes de produits laitiers ;
— 670.000 tonnes de viande.

Nous ne cessons de protester contre toutes les séquelles de Vichy, même quand on leur applique le vocable *« dirigisme »*. Nous avions posé la question au Xe Congrès : *« Diriger quoi et au profit de qui ? »* On conçoit une politique de crédits et de prix s'appuyant sur la nationalisation des banques et des grands moyens de production. Sous certaines conditions, une telle politique est susceptible de faire progresser l'économie nationale dans le sens du socialisme.

Mais peut-on songer à diriger tout, à contrôler tout ? On oublie, encore une fois, que nous vivons dans une société capitaliste. On l'oublie quand on parle de planifier l'économie. Un plan est, certes, souhaitable. Nous accordons beaucoup d'attention au plan Monnet, aux objectifs qu'il propose, aux moyens qu'il préconise. Il faut bien reconnaître, toutefois, que la direction effective de l'économie selon un plan n'est possible que dans une société socialiste, où tous les grands moyens de production et

d'échange sont la propriété de la nation, où n'existent plus la concurrence entre les entreprises capitalistes d'une même branche de production, ni les contradictions entre les différentes branches, ni la contradiction fondamentale entre exploiteurs et exploités.

Nous ne partageons pas les illusions d'un certain socialisme *« distributaire »* qui prétend s'attacher aux problèmes de la répartition, en traitant la répartition comme une chose indépendante de la production. Comme si la distribution n'était pas elle-même déterminée par la production. Marx souligne *« qu'avant d'être la distribution des produits, la distribution est : 1° La distribution des instruments de production ; 2° Ce qui est une nouvelle détermination du même rapport — la distribution des membres de la société entre les différents genres de production »*. (*La Critique de l'Economie politique*, p. 327.)

Certains disent que sans la réglementation excessive que nous contestons, il n'y aurait plus que le rationnement par l'argent. Mais c'est exactement le résultat auquel on aboutit par le refus d'améliorer les salaires, au moyen de primes de production. Un journaliste bourgeois l'a très bien remarqué : *« En dépit de leurs bonnes intentions*, écrit-il, *Blum et Ramadier consolident en pratique le régime du rationnement par l'argent. L'autorité s'exerce contre les victimes et non contre les fautifs. »* (François Bruel, *Une semaine dans le monde.*)

Pour la viande, les résultats sont probants. On a changé, de mois en mois, les plans et les programmes. Le résultat, c'est la disparition ou presque de toute viande sur le marché réglementé et la pratique de prix très élevés sur le marché parallèle.

Il existe aussi des familles ouvrières, des petites gens, qui ne peuvent se procurer la totalité des produits contingentés, faute de ressources suffisantes. Et comment ne pas condamner, un système qui ne livre à la consommation réglementée, que 40 % de la récolte globale de vin ?

L'AGRICULTURE

Grâce aux efforts des paysans de France, qui manquent encore d'engrais, d'outillage, de chevaux, de main-d'œuvre, grâce aussi à des conditions atmosphériques favorables, les récoltes de 1946 ont été plus satisfaisantes que celles de 1945.

La récolte de blé fut d'environ 67 millions de quintaux, soit 49 millions de quintaux commercialisables, contre 28 en 1945. C'est la meilleure récolte depuis 1939 ; elle reste cependant inférieure d'un cinquième à la moyenne décennale 1930-1939. Le ren-

dement moyen, 16,4 quintaux à l'hectare, fut supérieur à celui d'avant-guerre (15,4 de 1930 à 1939).

Meilleures récoltes également pour les céréales secondaires, à l'exception du maïs dont la production atteint à peine le 1/3 de la moyenne 1930-1939, alors que l'orge et l'avoine, avec des rendements supérieurs, représentent environ les 2/3 des récoltes d'avant-guerre.

Stimulée par le retour à la liberté, la production des pommes de terre fut le double de celle obtenue en 1945. Nous avons récolté 120.000.000 de quintaux, les 3/4 de ce que nous obtenions avant-guerre. Les résultats eussent été meilleurs encore si, écoutant notre Parti, on avait fait les efforts convenables et si les plants convenables n'avaient fait défaut.

La culture de la betterave sucrière a progressé, surfaces et rendement. La production de 65 millions de quintaux (soit une fabrication de sucre de 680.000 tonnes) représente 70 % de 1930-1939 contre 45 % en 1945.

Les cultures maraîchères et la production fruitière ont de même progressé.

Après la sécheresse des trois années précédentes, un régime plus favorable a procuré un fourrage de bonne qualité, représentant 80 % de la production d'avant-guerre. Notre cheptel a pu être reconstitué en nombre, mais le poids vif a diminué.

La récolte de vin s'est élevée à 33 millions d'hectolitres, la moitié environ des chiffres d'avant-guerre.

Les perspectives pour la campagne en cours sont assez favorables pour quelques produits, mais franchement mauvaises pour le blé. Le gel avait détruit 1 million 1/2 d'hectares ensemencés en blé. D'après certains renseignements, 850.000 hectares auraient été réensemencés. Les emblavures globales au 1er juin de cette année — 3.330.000 hectares — seraient inférieures de 750.000 hectares à celles de l'an dernier (4.080.000 hectares). Et il faut s'attendre à des rendements inférieurs. D'autant plus que les zones les plus éprouvées coïncidaient avec les régions de grande production et de rendements élevés. C'est ainsi que le Nord — un de nos trois départements, avec le Pas-de-Calais et l'Aisne, produisant avant-guerre plus de 3 millions de quintaux de blé — a eu 87 % des ensemencements détruits. Par un effort acharné, les cultivateurs du Nord ont pu ramener à moins de 5 % la différence avec 1946.

Dans le Nord et dans quelques autres départements, on a pu rétablir la situation parce que les méthodes de culture y sont techniquement plus évoluées et qu'on emploie un outillage plus perfectionné. Il est remarquable que la bataille du blé de printemps a été gagnée en partie par le tracteur. C'est une leçon qui ne devrait pas être perdue.

Au X° Congrès nous avions dit :

« On peut en cette période de dépannage importer du blé, de la viande, d'autres produits alimentaires que notre pays produit en temps normal. Mais ce ne doit être que provisoire, autrement nous irions à la ruine définitive d'une agriculture qui doit demeurer un des éléments nécessaires de notre économie nationale et de son équilibre. Il faut rechercher les moyens de produire davantage et à des prix de revient moins élevés. Il faut mettre à la disposition de nos cultivateurs des machines, des engrais, des carburants et les différents produits industriels à des prix raisonnables. Il faut procéder à une revalorisation équitable des prix agricoles ».

Le problème reste entier. Faute d'avoir pratiqué la politique raisonnable que nous préconisons et à laquelle il faudra bien venir, notre production agricole reste déficitaire. C'est une des causes essentielles de nos difficultés actuelles. Nous sommes toujours dans la nécessité d'importer des tonnages considérables de denrées alimentaires qui nous ont coûté une sortie en devises de 100 milliards de francs pour les années 1945 et 1946, d'où le déséquilibre aggravé de notre balance commerciale et les menaces qui en découlent quant à notre indépendance nationale.

Sur le plan intérieur, la politique de subventions pour les produits agricoles a coûté jusqu'alors aux contribuables 90 milliards, sans qu'il en soit résulté une stabilisation du pouvoir d'achat ni un encouragement efficace à la production agricole.

LES SOLUTIONS

1° de plus larges attributions d'engrais, rendues possibles par les progrès de notre production, notamment des superphosphates et de la potasse ;

2° des tracteurs en plus grand nombre jusqu'à constituer un parc minimum de 250.000 unités, ce qui ne ferait encore qu'un tracteur pour 80 hectares cultivés ;

3° de l'outillage, des machines agricoles, charrues à socs multiples, faucheuses, moissonneuses, lieuses, batteuses, en réorganisant et en développant l'industrie française de la machine agricole, et en encourageant l'artisanat rural ;

4° développer les installations pour le traitement des produits agricoles : abattoirs, réseaux frigorifiques, beurreries et fromageries, caves coopératives, silos, distilleries, huileries, etc...

5° entreprendre de grands travaux d'intérêt rural : électri-

fication, voirie, irrigation, assainissement, installation d'eau potable, habitat rural, etc...

6° développer la coopération sous toutes les formes ;

7° appliquer résolument les lois — votées le plus souvent sur l'initiative de notre camarade Waldeck Rochet — en faveur des agriculteurs (statut du fermage et du métayage, aide aux jeunes ruraux, protection et sécurité sociale pour la main-d'œuvre agricole, retraite des vieux, etc...).

Et enfin, une politique qui fasse disparaître la disparité entre les prix agricoles et qui ne laisse pas au coefficient 5 le blé, production de base de l'agriculture, alors que l'orge et l'avoine sont au coefficient 10, et la viande à 18 par rapport à 1938.

Depuis le X^e^ Congrès, nous n'avons pas cessé de réclamer un juste prix du blé, afin que le paysan ne soit pas tenté d'en abandonner la culture pour d'autres plus avantageuses. Il y va de notre pain ; il y va de notre indépendance nationale.

Nous ne pouvons accepter le conseil que certains nous donnent de renoncer à la culture du blé et de nous consacrer à la production de fleurs. Nous tenons beaucoup à notre horticulture, nous sommes même fiers de la qualité de ses produits et heureux des ressources qu'elle procure au pays. Mais ce qui est bien sous le soleil de la Côte d'Azur ne peut convenir pour toute la France, dont la diversité des sols, des climats et des cultures fait la beauté et, en temps normal, l'équilibre et la richesse.

A ceux qui objectaient : et le prix du pain ? Nous pouvons répondre désormais qu'ils n'ont pas hésité à augmenter le prix du pain sans avoir pour autant augmenté le prix du blé. (*Applaudissements.*) Nous pouvons répondre que la politique du pain à bon marché n'est pas faite en faveur des travailleurs, mais au profit des capitalistes. Dans son discours sur le libre échange, le 7 janvier 1848, Marx disait : « *Les ouvriers savent très bien qu'on veut abaisser le prix du pain pour abaisser les salaires.* »

Les paysans doivent vendre leur blé à un prix rémunérateur et les ouvriers qui paieront leur pain plus cher désormais, de par les décisions ratifiées par l'Assemblée nationale, doivent se retourner vers le patronat pour en exiger des salaires plus élevés. (*Applaudissements.*) Mais il n'est pas possible d'augmenter le prix du pain et de proclamer en même temps le blocage des salaires. (*Applaudissements.*) Les vieux, les pensionnés, les retraités doivent obtenir un relèvement de leurs allocations.

La C.G.T. a soutenu en juin 1946 la revendication de la C.G.A. qui demandait 1.200 francs pour un quintal de blé. *Le Monde* disait alors : « *Le gouvernement ne doit pas dépasser le prix de* 900 *francs.* » Qu'importaient au journaliste du *Monde*

l'avenir de notre agriculture et l'indépendance de la France ? Il s'agissait de justifier le plus bas salaire au détriment des paysans comme des ouvriers.

Mais les ouvriers et les paysans, au lieu de se laisser diviser et gruger par leurs exploiteurs communs, s'unissent pour faire aboutir leurs légitimes revendications. Ils consolident leur alliance sur le plan économique comme sur le terrain politique, dans une même bataille contre les trusts et pour la défense de la démocratie. (*Applaudissements.*) Pour les paysans, comme pour toutes les petites gens des classes moyennes, comme pour les ouvriers, la question posée c'est également :

AUX FRAIS DE QUI DOIT SE FAIRE LA RECONSTRUCTION ? Et tous les travailleurs, ceux de la ville et ceux de la campagne répondent unanimement : AUX FRAIS DES RICHES, AUX FRAIS DES EXPLOITEURS. (*Vifs applaudissements.*)

LA LUTTE POUR LA DEMOCRATIE

C'est sous cet angle qu'il faut apprécier l'évolution récente de la situation politique, en particulier, notre évincement du gouvernement.

En dépit de la réalité la moins contestable, en dépit du fait que les ministres communistes ont été révoqués par des décrets, certains, comme pour excuser ou justifier leur attitude anticommuniste, persistent à nous prêter des intentions qui n'ont jamais été les nôtres. Nous aurions éprouvé le besoin d'une « cure d'opposition » ; nous aurions voulu nous prémunir contre une perte d'influence qui n'existe que dans l'imagination de nos détracteurs; nous aurions à surmonter de profondes divergences intérieures, dont les délibérations animées de nos sections et fédérations n'ont pourtant pas révélé l'existence. Enfin, nous aurions reculé devant les difficultés de la tâche gouvernementale, nous aurions craint de prendre la responsabilité de mesures impopulaires. Tout cela n'est que radotage et bêtises.

Comment peut-on affirmer sérieusement que nous craindrions de prendre des responsabilités ? Avons-nous, par hasard, l'habitude de prendre le chemin de la facilité ?

Nous sommes le grand Parti Communiste, le Parti de la classe ouvrière, le Parti du peuple de France. Nous avons été formés à l'école de Lénine et de Staline. Nous ne craignons pas les difficultés. Nous savons que notre Parti existe pour les surmonter. (*Vifs applaudissements.*)

Nous n'avons pas choisi le chemin de la facilité, quand, LES PREMIERS, et malheureusement SEULS, nous avons, le 9 février 1934,

appelé le peuple de Paris à la manifestation inoubliable de la République contre les émeutiers du 6 février.

Nous n'avons pas choisi le chemin de la facilité, quand nous avons dit en juillet 1936 : « *Il faut savoir terminer une grève* », et que le « super-révolutionnaire » Marceau Pivert, dans le journal du Président du Conseil d'alors, nous reprochait notre prétendue tiédeur.

Nous n'avons pas choisi le chemin de la facilité quand nous avons, seuls en tant que parti, combattu la politique néfaste dite de « non-intervention », et la trahison de Munich. (*Vifs applaudissements.*)

Nous n'avons pas choisi le chemin de la facilité quand, en septembre 1939, nous avons refusé de hurler avec les loups contre l'Union Soviétique qui devait sauver l'Europe et le monde de la barbarie fasciste. (*Applaudissements prolongés.*)

Non, les Semard, les Péri, les Cathelas, les Vodli, les Danielle Casanova, n'avaient pas choisi le chemin de la facilité aux heures sombres de la drôle de guerre. Pas davantage les Fabien, les Debarge, les Camphin, les Cadras, les Dalidet, organisateurs et chefs de ces Francs-Tireurs et Partisans rassemblés à l'appel de notre Parti. Et tous ces communistes qui, marchant au combat où beaucoup trouvèrent une mort glorieuse, pouvaient dire avec Aragon :

« *Mon parti m'a rendu les couleurs de la France !* »

Nous n'avons pas choisi le chemin de la facilité en appelant dès la libération et SEULS trop longtemps, les travailleurs à l'effort de production pour la reconstruction et la renaissance de la France.

C'est d'ailleurs parce que nous avons fait notre devoir en toutes circonstances, sans démagogie et sans souci de vaine popularité, que la classe ouvrière, que le peuple, nous font une confiance toujours plus large et plus agissante.

Nous sommes et nous demeurerons un Parti de gouvernement, un parti conscient de ses responsabilités devant le pays. Nous continuons à penser et à dire, comme en août 1944, comme au Comité Central d'Ivry en janvier 1945, comme à notre X[e] Congrès que « *le relèvement de la France ce n'est pas la tâche d'un seul Parti, non plus que de quelques hommes d'Etat, c'est la tâche des millions de Français et de Françaises, c'est la tâche de la nation tout entière* ».

Nous continuons à penser et à dire que « *la perspective la plus heureuse pour notre pays serait le maintien prolongé aux affaires d'un gouvernement de large unité nationale et démocratique, réalisant ainsi les meilleures conditions d'autorité et de stabilité, et s'appuyant franchement sur le peuple, pour l'application du programme de rénovation nationale et sociale voulu par le peuple* ».

Toute notre activité, au gouvernement, dans les Assemblées successives et dans le pays, n'a jamais dévié de cette ligne de conduite qui demeurera la nôtre. Nous gardons la même volonté d'union de toutes les forces ouvrières et démocratiques. NOUS N'AVONS PAS CHANGÉ ET NOUS NE CHANGERONS PAS. (*Vifs applaudissements.*)

Nous avons tenu compte, à un moment donné, lorsque la chose fut évidente pour tout le monde, que la baisse des prix promise et attendue ne se produisait pas. Nous avons demandé que, sans renoncer à la lutte pour la baisse des prix qui devrait au contraire être menée avec plus de vigueur, on prenne en considération la situation difficile des travailleurs. Pour toute réponse, nous avons été évincés du gouvernement. On ne peut considérer cet événement très grave, applaudi par la réaction, autrement que comme un glissement à droite de la politique française. En fait, la réaction a marqué un point. Les travailleurs comprennent que ce n'est pas seulement le Parti Communiste, mais toute la classe ouvrière, mais tout le peuple qui sont frappés en la personne de leurs meilleurs défenseurs.

A travers bien des obstacles et des difficultés, nous étions parvenus jusqu'alors à maintenir l'union des travailleurs, l'union des républicains. Il n'en était résulté que du bien pour la Démocratie. Un renforcement considérable du mouvement ouvrier, des syndicats dont le rôle grandit très heureusement dans la nation. L'éveil à la vie politique des millions de femmes françaises, sans lesquelles rien de grand ne saurait se faire. L'essor de la jeunesse gagnée par l'enthousiasme du travail et de l'étude, comme elle l'avait été par l'enthousiasme de la lutte armée et du sacrifice. Une confiance renouvelée des peuples d'Outre-Mer envers la France populaire et républicaine, lorsqu'avait été adoptée et ratifiée la Constitution démocratique, laïque et sociale d'octobre 1946.

La Constitution fut élaborée par l'effort commun des républicains qui avaient su consentir des concessions mutuelles et réciproques. La Constitution définit les nouveaux droits sociaux et économiques des citoyens : les droits égaux à la femme et à l'homme et dans tous les domaines ; le droit syndical et le droit de grève ; le droit à la détermination collective des conditions de travail et à la gestion des entreprises ; le droit au travail et le droit à la sécurité matérielle pour l'enfant, la mère, le vieux travailleur, l'invalide ; le droit pour l'enfant à l'instruction et à la culture ; l'organisation de l'Enseignement gratuit et laïque à tous les degrés.

La Constitution proclame que « *toute entreprise dont l'exploitation a les caractères d'un service public national ou d'un monopole, doit devenir la propriété de la collectivité* ».

La Constitution déclare que notre pays « *n'entreprendra aucune guerre dans des vues de conquête et n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple* ».

La Constitution dit que « *la France forme avec les peuples d'Outre-Mer une Union fondée sur l'égalité des droits et des devoirs, sans distinction de race et de religion* ». (Vifs applaudissements.)

LA REACTION N'A PAS DESARME

Il est vrai que la Constitution n'a pas été adoptée et ratifiée sans lutte. A cette occasion, déjà, la réaction s'était révélée très dangereuse. Les hommes des trusts, les hommes des deux cents familles, et leurs multiples agents, compromis par leur collusion avec les bandits hitlériens, avaient dû se retirer du devant de la scène, au moment de la libération. Mais ils n'ont pas désarmé. La grande bourgeoisie française, forte de sa vieille expérience et douée d'une grande capacité manœuvrière, use habilement de tous ses moyens et de tous ses hommes. Au lendemain de l'insurrection nationale, elle n'a pas heurté de front le mouvement populaire. Elle a cherché à le tourner, à le disloquer, à le désagréger. Elle a empêché la fusion des divers mouvements de résistance. Elle a réduit peu à peu l'influence du Conseil National de la Résistance et des Comités locaux et départementaux de la libération.

Les « attentistes », les hommes du B.C.R.A., les aventuriers liés aux Pucheu et autres traîtres, les héros de la trêve, se sont trouvés d'accord avec les pires vichystes — au fond avaient-ils jamais cessé de l'être — pour saboter l'épuration. Julien Benda a écrit : « *Le refus d'une vraie épuration est le réflexe défensif d'une société qui, dans ses meilleures couches, reste beaucoup moins patriote que bourgeoise* ». (*L'Ordre*, 10 février 1947).

C'est très juste. On s'est efforcé d'estomper, voir de contester, le caractère de classe de la politique défaitiste de la grande bourgeoisie — avant et pendant la guerre — et sa trahison des intérêts nationaux. On s'est efforcé de voiler la carence des prétendues élites, comme de minimiser la résistance effective des masses populaires, de « *la classe ouvrière seule demeurée dans son ensemble fidele à la patrie profanée* ».

On s'est arrangé pour maintenir en place tout le vieil appareil d'Etat, tout le haut personnel de l'Administration, de la magistrature, tout le cadre supérieur des généraux de la défaite,

quitte à mettre en sommeil pour quelque temps les vichystes les plus compromis. Il s'agissait de gagner du temps pour éviter aux deux cents familles, les conséquences de leur trahison. On a connu les acquittements ou les condamnations bénignes de traîtres et de collaborateurs, et les grâces scandaleuses. Et maintenant la réaction croit l'heure venue de se manifester ouvertement.

Les munichois, les vichystes, les collaborateurs notoires, tous les ennemis de la République se rassemblent et s'agitent, jusque dans les prisons, jusque dans les couvents.

Comme on pouvait s'y attendre, le général de Gaulle est devenu le porte-parole et l'espoir de tout ce monde. C'est qu'il n'a cessé de partager leurs préventions contre le peuple. Il a la même crainte des masses populaires et de leur action. Il professe le même mépris de la démocratie. Il jette un même anathème contre les partis en général et contre le parti de la classe ouvrière en particulier.

L'ancien Président du Gouvernement Provisoire avait espéré que son départ précipité en janvier 1946 mettrait le pays en difficultés, et que bientôt la clameur publique, l'action des trublions du R.P.F. aidant, le ramènerait au pouvoir. Mais le peuple, sans oublier les mérites passés du général de Gaulle, a estimé qu'ils ne lui conféraient pas le droit de se placer au-dessus des lois et de jeter le trouble dans le pays. Le peuple, à l'usine et aux champs, a travaillé avec courage ; et à chaque referendum, à chaque élection, il a déçu l'attente de la réaction. Il a confirmé son attachement à la Démocratie et sa confiance en notre Parti Communiste.

Rien n'illustre mieux l'échec des plans réactionnaires et la continuité de la poussée à gauche, jusqu'en novembre dernier, que les positions des partis à chaque referendum. Au premier referendum, en octobre 1945, nous avions dû seuls nous opposer par le Oui-Non, au Oui-Oui du Général de Gaulle, soutenu par le Parti Socialiste et par le M.R.P. Au deuxième referendum nous formions bloc avec nos camarades socialistes contre le M.R.P. et toute la réaction. Au troisième referendum, nous étions parvenus à rassembler communistes, socialistes et direction du M.R.P. contre l'extrême réaction et son nouveau chef de file.

Cependant, les progrès constants de notre Parti, la consolidation autour de lui des forces principales de la classe ouvrière et de la démocratie avancée, ne pouvaient nous conduire à fermer les yeux sur deux aspects inquiétants de l'évolution politique :

1° le recul du Parti Socialiste à chaque élection ;

2° le regroupement des forces réactionnaires, du M.R.P. au P.R.L.

Derrière des catholiques qui furent des antimunichois et des résistants authentiques se regroupent les forces sociales qui étaient la base du vichysme et du pétainisme. Ce qui explique l'appui donné au M.R.P. par l'Eglise catholique, la principale force de réaction sur le plan idéologique. Notre politique juste de la main-tendue aux travailleurs catholiques ne nous a jamais fait perdre de vue le rôle rétrograde de la hiérarchie catholique et du Vatican, cette citadelle de la réaction.

La pression grandissante de la réaction s'est manifestée en décembre, lorsqu'au mépris des règles de la Démocratie, la Présidence du Gouvernement a été refusée à notre Parti, lorsqu'on a prétendu nous traiter en parent pauvre à qui sont interdits tel ou tel ministère. On peut rapprocher de ces faits, l'invalidation sans raison valable de nos élus de la Drôme, alors que l'Assemblée sanctionnait des scrutins notoirement frauduleux, ou encore le refus de reconnaître l'élection de notre camarade Joinville, ancien chef d'état-major national des F.F.I., à la présidence de la Commission d'Enquête sur les responsabilités de la guerre.

C'est la démocratie à sens unique. Certains rêvent sans doute d'une démocratie comme dans la Grèce antique. Une démocratie pour les privilégiés, pour les propriétaires d'esclaves. Ceux-là pensent que les ouvriers, c'est bon pour se faire tuer et pour travailler. Quant à gouverner, ce serait plutôt l'affaire des autres. La classe ouvrière, le peuple, ne peuvent manquer de tirer la leçon politique qui se dégage de tous ces faits et d'une telle méconnaissance des règles de la Démocratie, dès l'instant qu'elles pourraient permettre au Parti Communiste de gouverner, dans l'intérêt exclusif des travailleurs et de la France.

Soulignons encore les graves atteintes à la Démocratie que seraient une loi électorale instituant un régime spécial pour les grandes villes et pour toutes les communes du département de la Seine, et l'intolérable prétention de limiter arbitrairement le droit syndical et le droit de grève, inscrits dans la Constitution.

L'UNION FRANÇAISE

La pression grandissante de la réaction s'est fait sentir dans la politique suivie vis-à-vis des peuples d'Outre-Mer, à l'encontre des intérêts bien compris de l'Union française et en violation formelle de la Constitution, dont le Préambule proclame :

« *La France entend conduire les peuples dont elle a pris la charge à la liberté de s'administrer eux-mêmes et de gérer démocratiquement leurs propres affaires ; elle écarte tout système de colonisation fondé sur l'arbitraire...* »

Les accords conclus librement, le 6 mars 1946, avec le Viet-Nam et son gouvernement, ont été systématiquement méconnus et violés par nos représentants. Il en a été de même pour le modus-vivendi qui portait la signature du Président Ho Chi Minh et du Ministre des Territoires d'Outre-Mer. La provocation d'Haïphong, la destruction de cette ville et le massacre de 6.000 de ses habitants ont abouti au but recherché par les colonialistes : la guerre en Indochine, une guerre longue et cruelle, qui nous coûte plus de 100 millions chaque jour. On s'obstine à ne pas vouloir reconnaître l'unité du Viet-Nam, on s'obstine à mettre en avant le prétendu gouvernement de Cochinchine et à pratiquer une politique qui s'inspire de la devise funeste « *diviser pour régner* ».

Conscient de ses responsabilités et de ses devoir envers la France et l'Union Française ; attaché aux principes démocratiques et anticolonialistes formulés dans la Constitution ; fidèle à la parole de Marx : « *Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre* », notre Parti n'a pas approuvé la politique de guerre et de désagrégation de l'Union française suivie en Indochine. (*Vifs applaudissements.*)

Sans se prononcer sur le fond des événements de Madagascar, notre groupe parlementaire n'a pas approuvé non plus que, sans les avoir entendus, on prive du bénéfice de l'immunité parlementaire les députés malgaches, arrêtés illégalement sous l'accusation de complot. Pour en avoir été victimes, nous savons comment on nourrit les dossiers de prétendus complots. Ce qui est sûr, c'est que les populations de Madagascar ne restent pas en dehors du courant irrésistible qui emporte tous les peuples hier courbés sous le joug du colonialisme, vers l'affirmation d'une vie nationale libre et indépendante, en vertu du *droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* proclamés dans la Charte des Nations Unies. Ce qui est non moins sûr, c'est qu'à Madagascar, comme en d'autres parties de l'Union française certaines puissances étrangères ne se privent pas d'intriguer contre notre pays.

Les relations de la France avec les autres peuples de l'Union française doivent être basées sur le principe de l'égalité, et non pas sur la contrainte et sur la violence. C'est à l'union libre, confiante et fraternelle des anciens peuples coloniaux et du peuple de France, que nous devons tendre, et non pas au maintien, plus ou moins camouflé, d'un système colonialiste, barbare et rétrograde, que réprouvent le cœur et la raison.

L'expérience malheureuse faite en Syrie et au Liban, où les colonialistes ont donné leur mesure, sous la haute direction du Général de Gaulle, devrait suffire.

Nous renouvelons notre souhait que la France démocratique

aide au développement de la nation algérienne en formation, et que brisant le cadre semi-féodal du protectorat, obstacle à la Démocratie, elle élabore, en accord avec les intéressés, le statut d'Etats associés que demandent les peuples du Maroc et de Tunisie.

Nous avons la conviction absolue, en présence des difficultés que la réaction colonialiste et vichyste suscite dans les territoires de l'Union française, de nous comporter en prolétaires honnêtes, pour qui l'internationale n'est pas un vain mot, en bons républicains, qui veulent donner vie à la formule de leurs ancêtres : « Liberté, Egalité, Fraternité », et en bons Français, soucieux de l'avenir et de la grandeur de leur pays.

Ce n'est pas un hasard, si la politique suivie en Indochine et à Madagascar obtient le soutien et les encouragements des pires éléments colonialistes et vichystes. Alors que tous les élus autochtones des territoires d'Outre-Mer, sans considération d'opinions et d'appartenances politiques, sont sur les positions de notre Parti Communiste. (*Applaudissements.*)

COMPLOT CONTRE L'INTELLIGENCE

La pression grandissante de la réaction se manifeste également sur le plan idéologique. Les oligarchies financières ne peuvent maintenir leur domination qu'en pervertissant l'esprit, qu'en le réduisant à l'impuissance par le culte de l'individualisme et par l'anarchie intellectuelle. Vichy avait excellé à ce jeu antifrançais. Tout ce qui avait été notre goire et notre honneur fut piétiné, sali, tourné en dérision par les vils complices de Hitler. On enseignait à la jeunesse la délectation morose de la défaite; on lui prêchait le repentir des fautes qui n'étaient pas les siennes. On s'efforçait de lui faire oublier 150 années d'histoire française. On faisait l'apologie d'un paternalisme qui prétendait nous ramener aux corporations du moyen âge. C'était le régime de l'obscurantisme. L'Eglise redevenait une institution d'Etat.

Vichy a été balayé, mais les trusts n'ont pas abandonné la partie. Ils font progager par leurs idéologues le défaitisme économique et intellectuel, la corruption morale, la désertion civique. Ils applaudissent et récompensent leurs « penseurs angoissés » qui disent à la jeunesse que « l'homme est irrémédiablement pourri », que « la vie n'a aucun sens », qu'elle est inutile, absurde. On voudrait faire croire que les esthètes décadents et autres existentialistes représentent l'esprit français, quand ils ne sont que l'expression de la décomposition idéologique de la bourgeoisie. (*Applaudissements prolongés.*)

Et quand ses écrivaillons ne suffisent plus à cette besogne de

démoralisation, la bourgeoisie française en recherche d'autres à l'étranger. Elle a recourt aux services de tel calomniateur patenté de la résistance française et de l'Union Soviétique.

En philosophie, en littérature, les forces de réaction essayent de se dresser contre le vieil optimisme conquérant et français, qui va de Descartes à Paul Langevin, et qui exalte la dignité humaine, la raison et la liberté.

Les forces de réaction mènent une furieuse campagne contre l'enseignement laïque, contre l'école laïque. Dans le Finistère, on comptait en 1938, 72.000 enfants dans les écoles publiques et 44.000 dans les écoles religieuses. La politique de Vichy, et les pressions réactionnaires qui s'exercent toujours sur les parents ont ramené à 55.000 le nombre des élèves de l'école publique alors que les élèves des écoles dites libres sont maintenant 54.000. Dans ce département, l'enseignement public a fermé 10 écoles, l'enseignement religieux en a ouvert 8. Une telle situation est grave pour l'avenir de l'intelligence française, pour l'avenir de la République.

Nous, qui sommes les représentants authentiques de l'intérêt national, nous, les héritiers légitimes de ces générations de travailleurs manuels et intellectuels, qui ont fait la grandeur et la force de la France, nous, Communistes, qui nous réclamons du matérialisme dialectique, nous continuons la tradition rationaliste et matérialiste des grands encyclopédistes du XVIII siècle. Nous dénonçons tout ce qui viole, mutile, et rabaisse l'homme. Nous défendons les idées progressives; nous préconisons une littérature résolument optimiste, tournée vers l'avenir, exaltant l'effort, la solidarité, la marche vers une société meilleure qui est à bâtir de nos mains et que nous bâtirons.

Aux intellectuels désorientés, égarés dans le dédale des interrogations, nous apportons des certitudes, des possibilités de développement illimité. Nous les appelons à se détourner des faux problèmes de l'individualisme, du pessimisme, de l'esthétisme décadent et à donner un sens à leur vie en la liant à la vie des autres. Nous les appelons à puiser dans un contact vivifiant avec les masses populaires l'élan et la force qui permettent les œuvres durables. Nous leur offrons l'exemple des Péri, des Politzer, des Jacques Decour, des Solomon, de chacun de ces héros immortels, dont Paul Eluard a dit qu'au moment du supplice :

« *Le jour se leva pour lui.* »

On ne peut s'empêcher d'établir un lien entre l'audace de la réaction française et la pression croissante, exercée sur notre pays par les trusts internationaux. Personne ne s'est réjoui plus bruyamment du renvoi des ministres communistes que les réac-

tionnaires d'Amérique. Ils ont vu dans les événements de France, une suite logique de la politique inaugurée par le Président Truman, en Grèce et en Turquie. En tout cas, André Stibio, écrivait le mois dernier dans une feuille du Nord : « *Le discours de Truman, qu'on le veuille ou non, qu'on s'en félicite ou qu'on le déplore, a créé dans une nation comme la nôtre un climat nouveau... La participation ministérielle des communistes a cessé.* »

Il convient donc de jeter un regard sur la situation internationale.

II. LE COMBAT POUR L'ORGANISATION DE LA PAIX

Dès la session de notre Comité Central, tenue à Ivry, en janvier 1945, nous avions pressenti que la réaction internationale, qui s'appuie toujours sur de fortes bases économiques en Angleterre et surtout aux Etats-Unis mettrait tout en œuvre pour frustrer les peuples des fruits de leur victoire. La réaction ne pouvait se méprendre sur la signification d'une telle victoire remportée par la coalition des peuples libres sur l'Allemagne hitlérienne et ses satellites. Elle savait le rôle décisif de l'Union Soviétique et de sa glorieuse armée dans cette guerre pour la démocratie et pour l'indépendance des peuples. La réaction redoutait le large essor de la démocratie et du mouvement ouvrier à travers le monde. Elle redoutait un renforcement de l'autorité et du prestige de l'Union Soviétique.

La seconde guerre mondiale a éclaté comme résultat de l'approfondissement de la crise générale du capitalisme et de la rupture d'équilibre qui est apparue entre les principaux pays capitalistes. En janvier 1936, à Villeurbanne, nous analysions la situation internationale dans les termes suivants :

« *Deux groupes d'Etat coexistent dans le monde capitaliste. Ceux qui, bénéficiaires du statut de* 1919, *veulent le conserver et pour qui la guerre présente plus d'inconvénients que d'avantages; ceux qui désirent bousculer par la violence des armes l'ordre de* 1919. *A l'intérieur du premier groupe, des cercles d'industriels de guerre et de militaristes défendent une politique de complaisance ou de complicité à l'égard des projets des puissances fascistes...*

« *Les trois puissances intéressées à un nouveau partage du monde* (*Allemagne, Italie, Japon*) *s'associent de plus en plus étroitement entre elles. L'entreprise italienne en Afrique* (il s'agissait

de la guerre contre l'Ethiopie) *doit être considérée comme la première étape du conflit armé auquel ait abouti la lutte menée par les puissances impérialistes les plus agressives pour le bouleversement à coups de canon de la carte de l'Europe et de l'Asie.* » (« *Une politique de grandeur française* »), pp. 44-45.

La méthode marxiste, la connaissance de la loi léniniste sur le développement inégal des pays capitalistes dans la période impérialiste, nous permettaient de souligner :

1° la cause fondamentale de la guerre — qui approchait — dans le système capitaliste lui-même, selon la belle image de Jaurès : « *le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage* ».

2° la cause immédiate dans l'agressivité des Etats fascistes qui cherchaient à établir leur hégémonie sur le monde, à détruire dans tous les pays comme chez eux les derniers vestiges de la démocratie, à courber tous les peuples sous le joug du fascisme sanglant.

3° l'appui direct apporté aux agresseurs fascistes par toute la réaction internationale, pratiquant à l'égard de l'Allemagne hitlérienne et de ses associés, une politique de complaisance et de complicité qui devait, après notre congrès de Villeurbanne, trouver son expression dans la non-intervention, la capitulation de Munich, et la drôle de guerre.

La réaction internationale soutenait le fascisme. Chez nous, les gens de droite disaient : « *Plutôt Hitler que le Front Populaire* ». Les peuples combattaient pour la liberté, contre la réaction et contre le fascisme. La guerre survenue dans ces conditions revêtit pour les peuples le caractère d'une guerre juste, d'une guerre antifasciste .Le crime des Munichois fut de rompre, un moment, au profit de Hitler, le front des démocraties et de dénaturer, pendant la drôle de guerre. par leur agression criminelle contre la classe ouvrière et son parti communiste, le caractère de la guerre.

La guerre déclenchée par les Etats fascistes, avec l'appui de la réaction internationale, a coûté terriblement cher à l'humanité. Les bandits hitlériens et leurs complices ont accumulé des montagnes de ruines; ils ont fait couler des torrents de larmes et de sang. Ils ont fait mourir, dans les pires souffrances, des millions d'êtres humains, des enfants, des femmes, des vieillards. Ils ont assassiné, massacré des millions de patriotes et d'antifascistes, torturés, fusillés, jetés au four crématoire, tués à petit feu dans les camps d'extermination. Les peuples n'ont arraché la victoire qu'au prix de sacrifices inouïs.

De telles épreuves, une telle guerre devaient laisser des traces dans la conscience des peuples. Ils ont compris le rôle néfaste des groupements et des hommes de la réaction, toujours guidés par des mobiles étrangers à l'intérêt national. Les peuples, en plusieurs pays, en Pologne, en Yougoslavie, en Bulgarie, en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Hongrie, ont pris en mains leurs destinées. Ils ont instauré des régimes démocratiques d'un type nouveau qui mettent effectivement un terme à la domination économique et politique de la réaction. Les nationalisations. la remise aux paysans des terres jusqu'alors possédées par les hobereaux assurent le développement de ces démocraties nouvelles dans le sens du progrès, et créent les conditions d'une véritable indépendance nationale pour ces pays.

Partout, à travers le monde, les forces démocratiques sont en progrès; dans les vieux pays du capitalisme comme dans les colonies ou pays dépendants. En Asie, en Afrique, en Amérique, un milliard d'hommes aspirent à la liberté et à une vie nationale indépendante. Les organisations de lutte pour la démocratie et pour la paix se développent : Fédération Mondiale des Femmes, avec ses 50 millions d'adhérentes. Fédération démocratique des Unions de la Jeunesse, ligues diverses.

Partout à travers le monde, le mouvement ouvrier grandit et se renforce. La Fédération Syndicale Mondiale groupe 70 millions d'adhérents. Les partis communistes tiennent une place toujours plus grande dans la vie de la nation, en France comme en Chine, en Italie comme en Yougoslavie et au Chili.

Partout aussi, à travers le monde, malgré les campagnes abominables des fauteurs de guerre, monte la reconnaissance des peuples envers l'Union Soviétique, envers les héros de Stalingrad et les vainqueurs de Berlin, envers le Généralissime Staline. (*Applaudissements.*)

La victoire sur l'Allemagne hitlérienne a prouvé la supériorité du régime socialiste; elle a prouvé la solidité de l'Etat soviétique multinational; elle a prouvé la puissance et l'invincibilité de l'Armée soviétique, dont les politiciens réactionnaires et les prétendus spécialistes des questions militaires prédisaient l'effondrement rapide en cas de guerre.

A présent l'Union Soviétique s'emploie activement à la reconstruction de ses régions dévastées, au développement de sa production industrielle et agricole, au relèvement continu du niveau de vie des travailleurs, au progrès des sciences dans tous les domaines, à l'épanouissement de toutes les facultés de la personne humaine.

Tels sont les aspects de la consolidation et du renforcement des positions de la démocratie et du mouvement ouvrier à travers le monde. Telles sont les causes de la fureur qui agite la réac-

tion internationale. Elle voit très bien où peuvent conduire les changements profonds intervenus dans la vie des peuples.

Aussi, avant même que la victoire ne fut acquise, la réaction s'efforçait de contrecarrer par tous les moyens les progrès de la démocratie, au risque de faire durer la guerre et de prolonger les souffrances des peuples. Il n'y a pas d'autre explication au retard dans l'ouverture du deuxième front qui aurait dû se faire sur le sol de France dès 1942. Mais à l'époque, M. Churchill élaborait des plans pour le débarquement dans les Balkans. On en comprend mieux les raisons aujourd'hui, surtout le peuple grec. Et d'autres prenaient le chemin d'Alger et de Rome. On voit mieux également les buts qu'ils poursuivaient.

Dans ce concert de la réaction l'attentisme jouait sa partie. Certains ne tenaient nullement à l'organisation effective et au développement de la lutte armée contre les envahisseurs allemands. A l'heure où tombaient des otages, on entendait donner à la radio de Londres « *la consigne de ne pas tuer d'Allemands* ».

La réaction internationale accorde un appui sans réserves aux dictateurs fascistes, en Grèce, en Espagne et ailleurs; elle entretient les débris des régimes d'abjection et de trahison détruits par les peuples, les bandes d'Anders et autres aventuriers. Dans le même moment, elle attaque les pays de démocratie nouvelle. Elle intervient ouvertement dans la vie intérieure des peuples et prétend leur dicter les gouvernements de son choix. Comme nous l'avions déjà dit à notre X[e] Congrès, les trusts et cartels monopolistes s'efforcent d'empêcher une complète liquidation du fascisme en Allemagne. Ils veulent sauver l'industrie lourde allemande, base de l'impérialisme germanique et de l'hitlérisme. Ils rendent plus difficile le règlement de la paix et la solution du problème des réparations.

LE PROBLEME ALLEMAND

Les peuples aspirent à la démocratie, à la paix, à la sécurité. Ils avaient salué avec joie les décisions de la Conférence de Potsdam, entre nos trois grands alliés : « *Le militarisme allemand et le nazisme seront extirpés... Il n'est pas dans l'intention des Alliés de détruire ou de réduire en esclavage le peuple allemand. L'intention des Alliés est de donner au peuple allemand la faculté de refaire éventuellement sa vie sur une base démocratique et pacifique... Les Alliés poursuivront le complet désarmement et la complète démilitarisation de l'Allemagne, ainsi que l'élimination ou le contrôle de toutes les industries allemandes qui pourraient servir à la production militaire.* »

Les peuples qui ont souffert sur leur sol de l'agression allemande exigent des réparations. La déclaration de Potsdam, rappelant les décisions de la conférence de Yalta, disait : « *l'Allemagne sera contrainte de compenser dans la plus grande mesure possible les pertes et les souffrances qu'elle a causées aux Nations unies* ».

Et maintenant, les peuples constatent que dans les zones occidentales d'occupation en Allemagne le militarisme et le nazisme ne sont pas entièrement extirpés. Des formations militaires allemandes sont maintenues sous couvert de compagnies de travail et de protection de la sécurité. De hauts fonctionnaires nazis sont confirmés dans leurs postes. Des chefs d'entreprises qui portèrent Hitler au pouvoir demeurent à la tête de leurs usines. La faiblesse de l'épuration et de la dénazification est apparue lors de la découverte récente de plusieurs complots fascistes dans les zones anglaise et américaine. Dans la zone française, outre de grands industriels hitlériens, on rencontre le prince de Furstenberg, capitaine de S.A. et propriétaire de 30.000 hectares, et cet autre officier nazi, le konprinz Friedrich Wilhelm, prince de Hohenzollern, un des plus grands propriétaires fonciers d'Allemagne, et châtelain de Sigmarigen. Par contre, les syndicats ouvriers, les éléments démocratiques sont brimés, les communistes sont traités comme des pestiférés.

Tout autre est la situation dans la zone soviétique d'occupation, où la dénazification et la démilitarisation ont été poussées activement, les grandes entreprises nationalisées, les biens des hitlériens notoires confisqués, la terre des junkers partagée entre les paysans, c'est-à-dire où des pas sérieux ont été accomplis dans la voie de la démocratisation de l'Allemagne.

Une discussion s'est engagée sur le statut politique futur de l'Allemagne : Fédéralisme ou centralisme ? Pour notre part, nous avons fait observer que deux fois, en 1871 et en 1914, notre pays avait été la victime d'une Allemagne fédéraliste. Le fédéralisme que certains préconisent n'assure pas la sécurité pour les voisins de l'Allemagne. Et c'est vouloir faire tourner en arrière la roue de l'histoire que prétendre ramener l'Allemagne à l'état où elle se trouvait à l'époque des traités de Westphalie. L'unité allemande est un fait historique dont nous devons tenir compte. L'oublier, ce serait s'exposer au retour de flamme dangereux du sentiment national et à une nouvelle poussée du pangermanisme agressif. Plutôt que de rêver à la politique de Richelieu et de soutenir les anciens complices de Hitler, il vaudrait mieux s'orienter sur les éléments ouvriers et démocratiques, même encore faibles, qui autorisent l'espoir d'un redressement du peuple allemand, sous réserve du respect des obligations qui doivent lui être imposées.

LES REPARATIONS

Ces obligations, fondées sur la responsabilité du peuple allemand, ce sont avant tout les réparations. Pour la France, ravagée et pillée par les Allemands, c'est une question capitale. Les dommages subis par notre pays, du fait de la guerre et de l'occupation allemande ont été chiffrés à la somme énorme de 4.983 milliards, dont 2.432 milliards pour les spoliations et 1.832 pour les destructions. Sans compter 23 milliards d'heures de travail, perdues pour l'économie nationale, qu'auraient fournies les prisonniers et les déportés.

Nous sommes en droit d'exiger de l'Allemagne la restitution de ce qui nous a été volé : les machines, les chevaux, le bétail. Nous sommes en droit, en toute justice, d'exiger du peuple allemand qu'il contribue par son travail à relever les ruines accumulées sur notre sol par les armées de Hitler.

A l'issue de la Conférence de Potsdam, avant de reprendre l'avion, le président Truman avait déclaré :

« Le premier objet des réparations est d'enlever à l'Allemagne tout ce qui peut lui permettre de préparer une nouvelle guerre. Le deuxième objet des réparations est d'aider à la renaissance des pays dévastés, par l'attribution des biens d'équipement et d'outillages prélevés en Allemagne. »

Une chose sont les déclarations, autre chose les actes. 1.546 usines allemandes des zones occidentales devaient aller aux réparations : 143 seulement ont été attribuées.

La France a reçu pour sa part 2 usines de constructions mécaniques, une usine électrique, d'une capacité de 30.000 kilowatts, 813 machines-outils diverses, 462 unités de matériel industriel lourd, 46.894 pièces de petit outillage.

Deux ans après la fin de l'autre guerre, à la date du 1er avril 1921, l'Allemagne avait versé 8 milliards de marks-or au titre des réparations. Cette fois, en deux ans, nous dit M. Jacques Rueff, président de l'Agence interalliée des Réparations pour la zone occidentale : *« les nations intéressées n'ont pas même reçu un dixième de ce qu'elles étaient en droit d'attendre »*. Et M. Rueff de conclure : *« L'inexécution de la politique des réparations tend à maintenir en Allemagne l'équipement des usines de guerre. »*

Voilà le fond du problème. Les trusts anglais et américains n'ont pas voulu détruire l'industrie de guerre allemande. Ils ne veulent pas davantage limiter la capacité de production de l'industrie lourde allemande. Ils ne veulent pas du contrôle effectif de tous les alliés sur les usines que l'Allemagne pourrait conserver, afin de payer les réparations en assurant un niveau de vie convenable aux travailleurs allemands.

Voilà les raisons de l'hostilité des Anglais et des Américains aux thèses française et soviétique sur la Ruhr. Nous avions demandé l'internationalisation du bassin de la Ruhr; nos alliés soviétiques ont proposé un contrôle interallié. Il est possible d'aboutir à une position commune. L'essentiel est de s'assurer que la Ruhr, arsenal du pangermanisme, cessera de forger des armes pour la guerre et qu'elle sera transformée en un vaste chantier travaillant d'abord à la reconstruction des pays dévastés par les soudards allemands.

La Ruhr représente 90 % du charbon allemand, 72 % de la fonte, 74 % de l'acier, 69 % des produits laminés. Cette constatation suffit à marquer l'importance de ce bassin, tant du point de vue potentiel de guerre allemand, — et par conséquent de la sécurité de la France et du monde — qu'en ce qui concerne les réparations.

Nous savons en particulier ce que signifie pour notre pays le charbon de la Ruhr, ou plutôt le refus de nous livrer du charbon de la Ruhr. Nos représentants jusqu'à la signature des accords de Londres, en janvier 1946, avaient toujours demandé *« que les quantités considérables de charbon susceptibles d'être extraites des mines allemandes soient mises à la disposition des puissances alliées et non pas à la disposition exclusive et principale de la reconstruction de la puissance industrielle allemande. »* (Documents français relatifs à l'Allemagne, page 31.)

Il a été fait beaucoup de bruit à propos de l'accord sur le charbon conclu à Moscou, entre la France et nos alliés anglais et américain, qui acquiesçaient d'autre part à notre revendication sur la Sarre. Au fond, l'Angleterre et l'Amérique veulent bien nous donner ce qui est déjà en notre possession. Nous occupons la Sarre. Nous demandons le rattachement économique de la Sarre à la France, tout en laissant aux Sarrois la propriété de leurs mines et usines. Nous n'avons aucune visée d'annexion sur la Sarre, ni sur aucun territoire allemand. Nous ne voulons pas transformer des Allemands en Français. (*Applaudissements.*)

Quant au charbon de la Sarre, il est consommé sur place ou exporté dans les autres régions allemandes. De toutes façons il est impropre à la fabrication du *coke* dont nous avons besoin pour nos hauts fourneaux. Le coke de la Ruhr qui nous serait accordé en compensation du charbon sarrois exporté en Allemagne ne peut suffire à nos besoins. Il faudra d'ailleurs diriger une partie de ce coke sur la Sarre.

Nous avions redouté qu'il n'y ait de dangereuses contreparties à l'acceptation par les Anglais et les Américains de nos propositions concernant la Sarre, à savoir une amputation sérieuse sur notre créance de réparations, et un abandon de fait de

nos revendications sur la Ruhr et sur son charbon. Nous appréhendons aussi que n'augmente la pression faite sur notre pays pour le contraindre à rattacher la zone française d'occupation aux zones anglaise et américaine déjà fusionnées.

Nos craintes étaient justifiées. On parle maintenant de réduire notre pourcentage de réparations à la suite de l'inclusion de la Sarre dans notre système économique. D'autre part, nous ne voyons pas que, malgré les promesses, l'extraction du charbon dans la Ruhr soit en progrès. Elle fut de 5.735.000 tonnes en octobre, elle n'était plus que de 4.500.000 en mars. Dans la journée du 9 mai, l'extraction est tombée à 218.000 tonnes, au lieu des 250.000 tonnes prévues. Aussi n'avons-nous reçu, en mai, que 140.000 tonnes de charbon de la Ruhr, alors qu'on nous en avait promis 180.000 et qu'il nous en faudrait *un million !*

Il apparaît donc que les intérêts vitaux de notre pays sont très sérieusement menacés. Il apparaît que ce fut une faute de ne pas insister, à Moscou aux côtés de notre alliée soviétique pour le respect des accords de Potsdam, pour une politique de réparations à prélever sur la production courante de l'Allemagne, pour le contrôle interallié de la Ruhr.

L'Union Soviétique a subi d'énormes dommages évalués à 679 milliards de roubles. Elle demande l'application de l'accord signé à Yalta, qui lui reconnaissait une créance modeste de 10 milliards de dollars à titre de réparations.

Il apparaît que les influences occidentales font perdre de vue cette communauté d'intérêts entre notre pays et l'Union Soviétique dans la question des réparations, et en général vis-à-vis du problème allemand.

Là encore, *nous avons conscience de n'avoir pas changé.* Il nous suffit de nous reporter à la ferme déclaration qu'avait faite notre ministre des Affaires étrangères, le 10 juillet 1946, en réponse à la proposition de pacte à quatre déjà présentée par M. Byrnes, avant de l'être par M. Marshall. Voici ce que disait notre représentant :

« *Le projet de traité proposé par le gouvernement des Etats-Unis pour garantir le désarmement et la démilitarisation de l'Allemagne pourrait constituer le couronnement de l'édifice* (le statut de l'Allemagne — M.T.). *Je ne comprends pas qu'il puisse faire obstacle ni au programme de réparations, ni à la dénazification, ni à aucune des tâches essentielles et urgentes des autorités d'occupation. Il ne rendrait nullement sans objet les propositions faites du côté français au sujet du statut de l'Allemagne occidentale. Enfin, il ne devrait évidemment pas signifier que l'occupation doive prochainement prendre fin.* »

Les réparations ? la dénazification ? un régime spécial pour la

Ruhr ? l'occupation prolongée de l'Allemagne ? Il faut bien constater que nos alliés anglais et américains ne sont pas d'accord avec ces exigences françaises. Les divers arrangements conclus avec eux n'indiquent pas qu'ils soient venus à la position de la France. Il est plus vraisemblable qu'on a fait un pas dans leur direction.

Nos alliés anglais et américains, comme après l'autre guerre, liquident le plan de réparations, après s'être servis. Si la France a reçu très peu, les Etats-Unis et l'Angleterre ont prélevé sur l'Allemagne plus de 10 milliards de dollars (la moitié des dommages subis par la France), à savoir : 3.300 millions d'investissements allemands en Amérique et en Grande-Bretagne ; 2.200 millions en navires ; 3 milliards d'or et de brevets allemands ; sans compter les prélèvements d'équipement et d'outillage.

Les monopoles anglais et américains ont la volonté de placer l'économie de l'Allemagne occidentale sous leur dépendance. De grosses firmes américaines, Dupont de Nemours, General Motors, mettent la main sur l'I.G. Farben ou sur Opel. Les financiers américains investissent à nouveau des capitaux en Allemagne. Ils recommencent comme après l'autre guerre : de 1919 à 1931, l'Allemagne paya 21 milliards de marks-or pour les réparations, mais elle en reçut 38 milliards des capitalistes américains, anglais et français.

De hautes personnalités américaines déclarent qu'il faut rendre à l'Allemagne une position dominante en Europe. Cependant, il semble que les trusts américains et anglais visent plutôt à faire de l'économie allemande un appendice, dont ils pourraient limiter le développement à leur seul profit, sans se soucier de satisfaire aux réparations en faveur des pays victimes de l'agression, ni aux besoins des autres Etats européens. La zone britannique était autorisée à produire 5 millions de tonnes d'acier ; elle n'en produit que 2 millions et demi. Mais les Etats-Unis ont pris la place de l'Allemagne dans la fourniture de produits sidérurgiques à la Turquie, à la Grèce, à l'Italie, à l'Espagne.

Au fond, les Etats-Unis se comportent vis-à-vis des Allemands comme vis-à-vis de concurrents possibles. On retrouve ici le trait dominant de la politique américaine : sa tendance expansionniste.

L'EXPANSIONNISME AMERICAIN

Contrastant avec l'appauvrissement général des pays européens dévastés, les Etats-Unis (et le Canada) sont sortis de la guerre plus riches encore. La guerre mondiale, les besoins des armées, la demande illimitée de marchandises, ont rendu possible le plein emploi des forces productives qui n'étaient que partiel-

lement utilisées jusque-là. L'appareil de production s'est encore développé; la productivité s'est accrue de 20 %. La production générale qui était de 89 milliards de dollars en 1939 est montée à 135 milliards en 1944. Calculé sur la base de 100 pour la période 1935-1939, l'indice général de la production industrielle monta à 249 en octobre 1943; il redescendit à 211 en août 1945, et à 148 en février 1946. Il s'était relevé à 180 au début de cette année. C'est-à-dire que la capacité de production n'est utilisée actuellement qu'aux 3/5e. La raison en est simple : c'est la difficulté pour les capitalistes américains d'écouler leur production.

Les capitalistes ne produisent pas pour les besoins des masses; ils produisent pour le profit. La raison d'être du capital, c'est la production du capital. Les capitalistes américains réalisent des profits toujours plus fabuleux. Au cours de la guerre, ils ont eu un bénéfice net de 52 milliards de dollars. C'est en moyenne pour chaque année de guerre un chiffre trois fois et demi supérieur à celui des années d'avant 1939. La course au profit a continué depuis la fin des hostilités : 9,9 milliards en 1945, 12 milliards en 1946. Les résultats du premier trimestre font prévoir de 15 à 17 milliards pour 1947.

Mais si les profits capitalistes montent, le niveau de vie des masses laborieuses baisse. L'inflation, la hausse des prix ont réduit le pouvoir d'achat du salaire ouvrier. La masse des salaires a diminué, à cause du retour à une journée de travail normale et de la suppression des heures supplémentaires qui étaient payées plus cher, et à cause du chômage qui grandit. 2 millions 500.000 chômeurs sont officiellement enregistrés, plus 1.600.000 démobilisés qui n'ont pas retrouvé de travail; 8.000.000 d'ouvriers travaillent moins de 34 heures par semaine, dont 2 millions moins de 15 heures. On estime que les « revenus » ouvriers ont diminué de 30 % depuis la fin de la guerre. La conséquence, c'est la contraction du marché intérieur, et la nécessité d'écouler toujours plus de produits sur les marchés extérieurs.

Avant-guerre, les Etats-Unis exportaient environ 10 % de leur production. En 1946, ils ont exporté pour une somme de 9 milliards et demi de dollars, chiffres qui comprennent la valeur des denrées alimentaires et de matières premières et non pas seulement des produits de l'industrie. 9 milliards d'exportation, c'est insuffisant pour maintenir l'activité industrielle des Etats-Unis. Dans le rapport au Xe Congrès, nous avions estimé que les Etats-Unis essayeraient de porter leurs exportations à 20 milliards de dollars. Dans sa conversation avec le camarade Staline, M. Stassen a parlé de 15 % de la production. En valeur absolue, c'est à peu près l'ordre de grandeur que nous avions indiqué.

Les pays dévastés et ruinés seraient, certes, en mesure d'absorber les exportations américaines. Mais il leur manque les

moyens d'achat, l'or, les devises; et ils n'exportent pas suffisamment pour payer leurs importations en marchandises. Or, les Etats-Unis n'ont guère besoin de marchandises. L'Angleterre et l'Allemagne d'avant-guerre achetaient des denrées alimentaires et des matières premières dans les pays auxquels elles vendaient les produits de leur industrie. Les Etats-Unis sont exportateurs de denrées alimentaires, et ils n'ont besoin d'importer que des quantités très restreintes de matières premières. Sur le marché mondial, les Etats-Unis sont essentiellement des vendeurs. C'est un aspect qu'il ne faut pas oublier lorsqu'on parle des crédits américains. Les pays appauvris ont besoin de crédits américains pour acheter des marchandises américaines; et les Etats-Unis, pour placer leurs marchandises, sont dans l'obligation d'accorder des facilités à leurs clients possibles.

Naturellement, tout cela ne va pas sans contradictions. Vendre sans jamais acheter, ce n'est pas une opération qui puisse durer. Mais comment les capitalistes américains pourraient-ils envisager de se laisser concurrencer sur leur marché intérieur par les marchandises étrangères? D'ailleurs, leurs frais de production moins élevés les mettent à l'abri de la concurrence. Au besoin, ils useraient du dumping que facilite le capital des monopoles.

Les capitalistes américains ont en vue d'étendre leur hégémonie sur l'Europe et le monde entier. L'octroi des crédits, estiment-ils, leur permettra d'atteindre ce but. Les Etats-Unis peuvent fournir des crédits. Ils sont exportateurs de capitaux comme ils sont exportateurs de marchandises. Les milliards et les milliards qui ne peuvent être réinvestis dans l'industrie américaine doivent être placés à l'étranger. Les crédits d'Etat ouvrent la voie aux investissements privés. La recherche de débouchés pour les marchandises coïncide avec la volonté de s'assurer des bases politiques à travers le monde.

C'est pour appuyer cette politique expansionniste que le budget de guerre des Etats-Unis pour cette année — d'après l'inventaire de M. Robert Schuman — s'élève à la somme formidable de 19 milliards de dollars (environ 2.500 milliards de francs, quatre fois tout le budget de la France), ce qui représente 45,7 % du total des dépenses budgétaires des Etats-Unis (30 % en Angleterre, 22 % en Union Soviétique). Mais le budget de l'instruction primaire aux Etats-Unis est proportionnellement plus faible qu'en aucun autre pays. 70 % des instituteurs américains doivent exercer un deuxième métier pour joindre les deux bouts.

La toute-puissance du capital financier et des monopoles, la recherche des débouchés pour l'écoulement des marchandises, l'exportation des capitaux, le développement du militarisme, ce sont bien là des caractéristiques de l'impérialisme telles que les a défi-

nies Lénine. Et lorsque Léon Blum écrit que les Etats-Unis n'ont pas besoin d'exporter, que leur attitude dans les problèmes du commerce international est guidée par des motifs purement désintéressés, il confirme sur ce point également son éloignement du marxisme vivant. Il reprend la théorie de Kautsky, démentie cruellement par les événements, sur le « superimpérialisme », l'impérialisme de la paix qui serait capable d'organiser une économie capitaliste mondiale et unique, sans contradictions violentes entre les classes et entre les Etats, et sans guerres entre impérialismes rivaux.

En fait, Léon Blum sème les illusions; sa tentative d'idéaliser la politique expansionniste des monopoles américains ne peut que désarmer idéologiquement et politiquement la classe ouvrière et le peuple de France dans leur résistance nécessaire aux empiètements de la finance internationale qui mettent en danger notre indépendance nationale. (*Vifs applaudissements.*)

« *L'impérialisme* — a écrit Lénine — *est l'époque du capital financier et des monopoles qui portent partout leurs aspirations à la domination et non à la liberté. Réaction sur toute la ligne, quel que soit le régime politique, extrême tension des antagonismes en présence... tel est le résultat de ces tendances.* »

La crainte de la crise qui approche accélère ces tendances aux Etats-Unis. Les Américains vivent dans la psychose de crise. Les prodromes de crise apparaissent d'ailleurs dans l'accroissement des stocks consécutifs à la hausse des prix (34 milliards de stocks, chiffre jamais connu), dans la chute des actions en bourse, dans la diminution des investissements, et la baisse des prix agricoles. On a jeté des millions de tonnes de pommes de terre à la mer pour maintenir les cours, tandis que les peuples souffrent de la faim en Europe et dans le monde.

« *La réaction sur toute la ligne* », n'est-ce pas évident, à l'intérieur, avec les 200 projets de lois antiouvrières déposés sur le bureau du Congrès, en vue de mater les travailleurs et de faire cesser, par la force, les grèves toujours plus nombreuses. Avec l'anticommunisme virulent et la chasse aux éléments progressifs suspects de ne pas adorer le veau d'or (ne parle-t-on pas d'expulser l'immortel Charlot?). Avec le racisme le plus barbare allant jusqu'au lynchage des noirs.

« *La réaction sur toute la ligne* », n'est-ce pas évident, dans la politique extérieure des Etats-Unis, avec leur lutte systématique contre les pays de démocratie nouvelle, leur soutien aux régimes de dictature fasciste, l'appui qu'ils donnent partout aux groupements de droite et aux factieux.

On nous dira : « Ne désirez-vous pas l'aide de nos amis américains? » Si, nous la souhaitons, mais en préservant jalousement

l'indépendance de notre pays. Nous savons que les bons comptes font les bons amis et que le commerce international n'est pas une affaire de philantropie. Nous sommes prudents en présence de tous les plans et projets, même présentés sous les aspects les plus engageants, même lorsque le ton agressif du président Truman fait place aux considérations morales du général Marshall.

Le plan dont on parle ces jours-ci nous semble comporter de graves inconvénients; tel quel il aboutirait, en fait, à liquider les réparations et à mettre l'Allemagne sur le même plan que la France et les autres pays victimes de l'agression hitlérienne. Certains réactionnaires enragés voulaient déjà voir dans ce plan comme une machine de guerre contre l'Union Soviétique, comme l'amorce d'un bloc occidental qui couperait l'Europe et le monde en deux. La venue à Paris de Molotov, sur l'invitation des ministres des Affaires étrangères français et anglais, porte un coup aux espoirs des pêcheurs en eau trouble.

D'autre part, qui croire de ceux qui disent : aide américaine à tous, y compris l'U.R.S.S. et les nations dont le régime nouveau déplaît à la réaction américaine ? Ou de M. Clayton, sous-secrétaire d'Etat américain aux Affaires économiques, qui estime que l'U.R.S.S. n'a pas besoin d'être aidée, mais devrait plutôt aider les autres. En somme, les sinistrés de Stalingrad, comme ceux de Dunkerque, devraient d'abord reconstruire l'Allemagne.

Oui, nous sommes prudents. Mais les Français pourraient-ils raisonner sur ces graves problèmes autrement que les Anglais, dont beaucoup redoutent pour leur pays les conséquences des emprunts américains? Le Congrès du Labour Party, sous la pression du sentiment populaire, n'a-t-il pas affirmé que le gouvernement anglais ne ferait plus appel à de nouveaux crédits américains? Des députés travaillistes ont écrit qu'ils ne voulaient pas « *faire la guerre de l'Amérique avec les soldats britanniques* ».

La guerre a porté un rude coup à l'Angleterre; elle lui a fait perdre les 2/5e de sa richesse nationale; elle a accéléré le procès de dislocation de l'Empire, les colonies et dominions aspirent à l'indépendance totale et sont entraînés dans l'orbite américaine. La puissance britannique décline au profit de la puissance américaine. Les Anglais ont cessé d'être les banquiers du monde; ce rôle appartient aux Américains. La flotte de commerce anglaise représentait en 1929 26 % du tonnage mondial; elle en représente aujourd'hui 15 %. Dans le même temps, la part des Etats-Unis est montée de 16 à 54 %, plus de la moitié du tonnage mondial.

La crise anglaise est profonde. Elle apparaît de façon saisissante dans l'évolution de la production charbonnière et dans le recul des exportations anglaises de houilles qui ont même cessé complètement.

Production anglaise de houille

1913	287 millions de tonnes	
1938	227	— —
1946	189	— —

Exportation

1913	93 millions de tonnes	
1938	49	— —

En 1946, la consommation a dépassé la production. L'Angleterre doit acheter du charbon aux Etats-Unis!

Les Anglais font un gros effort pour conserver ou retrouver leurs clients sur le marché mondial. Ils font effort pour dépasser le niveau de leurs exportations d'avant-guerre. Sur la base de 100 en 1938, l'indice des exportations était monté à 120 en juillet 1946; il est revenu à 93 en février dernier. La moitié de ces exportations est allée dans les pays de l'Empire britannique où la métropole bénéficie de tarifs préférentiels. Mais jusque dans leurs possessions, les capitalistes anglais se heurtent à la concurrence américaine.

L'idée est venue à certains milieux britanniques de renforcer leur position de défense contre l'expansionnisme américain en associant la France à leur destin, dans l'esprit des propositions déjà faites à notre pays par M. Churchill en 1940. Et des déclarations du maréchal Smuts qui avaient soulevé tant d'émotion en 1943. La France serait admise au rôle de brillant second de l'Angleterre. Les territoires français d'outre-mer compenseraient pour les Anglais les colonies qui leur échappent.

La revue *Terre d'Europe* — le titre est significatif — commentait l'accord Blum-Attlee qui préludait à l'alliance franco-anglaise dans les termes suivants : « *Les vieilles formules d'alliance comptent peu en présence des réalités nouvelles. Une coordination économique constitue un lien autrement solide que tous les pactes d'amitié... Il s'agit de donner aux productions un caractère complémentaire... M. Attlee et son gouvernement jugèrent que si l'Union Française, et notamment l'Afrique du Nord, recevaient l'appui extérieur exigé par le plan Monnet, la réussite de ce programme de travail se traduirait par la production de céréales, de légumes, de fruits et de produits de consommation que l'Angleterre a recherchés depuis la fin des hostilités, dans l'hémisphère américain...* »

Terre d'Europe dit plus loin :

«*Certaines fabrications s'arrêteront d'un côté pour s'amplifier de l'autre... On aboutira à la modification des tarifs douaniers, voire même au remplacement de la taxe par la franchise... Tout l'optique des échanges entre les deux pays se trouverait transformé. Leur politique aussi en subirait les conséquences.* QUELLE QUE SOIT LA SOLUTION APPORTÉE AU PROBLÈME ALLEMAND, *un Ouest solidaire pourrait regarder l'avenir avec confiance.* »

Et pour conclure, nous sommes informés que M. Churchill, en apprenant le résultat des entretiens Attlee-Blum s'est écrié : « *Je suis très, très content.* »

On nous permettra de manifester moins d'enthousiasme pour cette façon de bloc occidental. On nous permettra de ne pas accepter pour notre pays la perspective d'une limitation de son industrie et d'un retour aux seules productions agricoles, selon un programme que Hitler déjà avait prétendu nous imposer. (*Applaudissements.*) On nous permettra de ne pas vouloir que notre pays soit réduit au rôle d'un pion que l'Angleterre et les Etats-Unis, alternativement, et parfois tous deux ensemble, pousseraient sur l'échiquier mondial.

Nous voyons bien que certains, chez nous, ont déjà pris leur parti d'une France ravalée au rôle du Portugal. Ils se proclament avant tout des « Occidentaux ». Ils sont les paladins de la liberté d'entreprise, c'est-à-dire de la liberté pour les trusts et les cartels d'exploiter férocement la multitude des prolétaires et des paysans, d'écraser les artisans et les petits industriels; la liberté pour les loups d'étrangler les moutons. Les privilégiés, comme au temps de Munich et de Vichy, sont avec ceux qui leur apparaissent, et qui sont les défenseurs du vieil ordre de choses fondé sur la puissance et la richesse de quelques-uns et sur la déchéance, l'asservissement et la misère du plus grand nombre.

Nous voulons, nous, demeurer fidèles à l'esprit de nos héros, à l'esprit de nos martyrs morts pour que vive la France, une France libre et indépendante. (*Applaudissements.*)

Nous ne voulons pas d'une rechute dans le munichisme. Nous ne voulons pas être entraînés dans un bloc contre un autre bloc. Nous voulons continuer à compter sur l'amitié et sur l'aide de tous nos alliés, ceux de l'Ouest et ceux de l'Est.

De même que l'entente entre les Alliés, et en particulier entre l'Angleterre, les Etats-Unis et l'Union Soviétique, fut nécessaire pour arracher la victoire, de même elle est nécessaire pour assurer une paix solide et durable. Nous dénonçons les aventuriers qui spéculent sur les divergences inévitables entre les grands alliés, et qui considèrent le monde comme irréductiblement partagé entre deux grands camps antagonistes condamnés à se heurter, dans un conflit violent et proche. Il est possible que des politiciens réactionnaires caressent des rêves aussi monstrueux. Il est possible que la bombe atomique excite leur ardeur belli-

queuse. Mais les peuples veulent la paix et ils sauront la protéger contre tous ses adversaires. Les peuples ne se laissent pas impressionner par les discours atomiques et les gestes provocateurs. Ils sont à même de faire reculer les fauteurs d'une nouvelle guerre.

Précisément, la France a le devoir de contribuer, par sa politique extérieure, à la cohésion des forces démocratiques qui sont aussi les forces de paix.

La politique extérieure française ne peut que poursuivre des buts démocratiques et pacifiques. Nous recherchons l'organisation de la sécurité collective et de la paix dans le cadre de la nouvelle organisation des Nations Unies, assurant l'indépendance de toutes les nations grandes et petites.

Nous voulons une solution du problème allemand qui nous assure la sécurité et les réparations. Nous voulons l'entente avec tous les peuples, et d'abord avec nos grands alliés anglais, américains et soviétiques.

Nous considérons l'alliance franco-soviétique comme notre meilleure garantie contre tout retour éventuel de l'agression germanique.

Nous souhaitons que l'alliance franco-anglaise amène nos amis de Londres à une compréhension plus juste des intérêts de notre pays, notamment dans la question allemande.

Nous avons salué le renouvellement de nos alliances avec la Pologne et la Tchécoslovaquie. Nous souhaitons de même le rétablissement des liens d'amitié qui unissaient notre pays à la Yougoslavie et à la Roumanie, et aux autres pays de l'Europe centrale et balkanique, la Bulgarie et la Hongrie.

Après la ratification par l'Assemblée nationale du traité de paix avec l'Italie, nous voulons redire notre désir de relations amicales avec un peuple dont nous suivons avec sympathie la lutte difficile contre les forces conjuguées des anciens tenants du fascisme et de la réaction internationale.

Avec tous nos amis et alliés, avec tous les peuples, nous voudrions que notre pays rétablît un courant d'échanges qui, d'une part, aiderait à notre relèvement, et, d'autre part, sauvegarderait et renforcerait nos positions sur les marchés extérieurs. L'accord heureux avec la Bulgarie est un pas dans ce sens. Nous pourrions développer considérablement notre commerce avec la Pologne, avec la Yougoslavie, avec l'Italie, avec l'Union Soviétique. Notre commerce extérieur ne devrait pas souffrir d'une orientation occidentale exclusive.

Nous demandons la rupture avec le gouvernement de Franco et la reconnaissance du gouvernement de la République espagnole. (*Vifs applaudissements.*) Nous condamnons l'intervention en Grèce des forces armées anglaises, puis américaines. Nous adressons l'expression de notre solidarité ardente aux vaillants peuples d'Espagne et de Grèce qui se battent pour leurs libertés et pour leur indépendance. (*Applaudissements.*)

D'une façon générale, nous voulons la liquidation des vestiges du fascisme, partout où ils existent encore. Et nous préconisons le soutien des forces démocratiques des divers pays, dans le respect de l'indépendance nationale des peuples.

Enfin, nous souhaitons vivement que l'accord se fasse à l'Organisation des Nations Unies sur la proposition soviétique tendant à assurer le désarmement progressif et l'interdiction des armes atomiques.

Telles sont, à notre avis, les grandes lignes d'une politique extérieure française conforme tout à la fois aux intérêts de la France, et aux intérêts de la démocratie et de la paix. (*Vifs applaudissements.*)

III. LE COMBAT POUR L'UNITÉ

Nous avons vu les efforts des travailleurs pour développer la production et reconstruire notre pays. Nous avons vu les difficultés, d'ordre économique et politique, qui font obstacle au relèvement de la France. Nous avons reconnu à l'origine de ces difficultés la pression grandissante de la réaction intérieure et de la réaction mondiale, expression politique des trusts internationaux.

Comment surmonter les difficultés, comment faire échec à la réaction, comment poursuivre victorieusement l'œuvre nationale de redressement, en préservant l'indépendance de la France, comment échapper aux périls de l'inflation, aux risques de catastrophe économique et sociale ?

Comment ? Sinon par l'union de toutes les forces ouvrières et démocratiques.

Bien des difficultés auraient été évitées, bien des obstacles renversés si la classe ouvrière UNIE, si les républicains, les résistants UNIS, étaient parvenus à faire appliquer intégralement le programme du Conseil National de la Résistance.

L'audace de la réaction n'est faite que de la division des travailleurs. Ils s'en étaient convaincus, les communistes, les socialistes, les catholiques, les républicains de toutes nuances qui menèrent, ensemble, dans un coude-à-coude fraternel, le rude combat clandestin de la résistance et de la libération. Ils avaient longuement médité sur les causes de leurs malheurs, des malheurs de la France. Et ils s'étaient jurés de rester unis.

En particulier, l'espoir était né chez tous les travailleurs qu'on ne connaîtrait plus, après la guerre, la scission dans les rangs de la classe ouvrière, qu'on n'assisterait plus aux luttes intestines et fratricides qui affaiblissent la classe ouvrière et para-

lysent son action. L'espoir était né de l'unité totale et définitive des travailleurs dans un seul parti de la classe ouvrière.

Notre Parti Communiste partageait cet espoir. Nous avions le sentiment que la vie avait tranché sur nombre de points où nous différions d'avis avec nos camarades socialistes. Nous avions également la conviction qu'au sortir de la grande guerre antifasciste, des problèmes nouveaux se posaient, exigeant des réponses nouvelles. Nous étions persuadés, nous demeurons persuadés, que ces réponses nouvelles, dans une situation nouvelle, nous pouvions — socialistes et communistes — les formuler ensemble, dans les assemblées et les congrès d'un grand et seul Parti de la classe ouvrière. L'existence de ce Parti eut changé la face des événements dans notre pays.

Après discussion dans les cellules et sections, notre X^e^ Congrès adopta un projet de charte d'unité, pour servir de base de discussion avec nos camarades socialistes. Nous avions déclaré expressément que de toutes façons c'est, ensemble, socialistes et communistes, que nous déciderions des principes, des méthodes d'action, des formes d'organisation du Parti Ouvrier Français.

Comme il était possible et normal que la discussion prit du temps, alors que les événements nous pressaient d'agir en commun, le X^e^ Congrès décida, dans l'enthousiasme, de saisir le comité directeur du Parti Socialiste de propositions que je me permets de rappeler, tant leur importance et leur actualité demeurent entières :

1° *Le comité directeur du Parti Socialiste et le Comité Central du Parti Communiste se réuniront désormais deux fois par mois en commun pour procéder à l'examen de la situation, pour prendre les décisions que commande cette situation et pour en assurer l'exécution.*

2° *Les bureaux et les commissions exécutives des fédérations socialistes, les bureaux et les comités régionaux des régions communistes agiront de même. Les sections socialistes et communistes se réuniront également en commun.*

3° *Les représentants des deux partis au sein du gouvernement adopteront une position identique sur les problèmes soumis à leur examen.*

4° *Les représentants des deux partis dans les diverses assemblées agiront de concert; ils tiendront des réunions communes afin d'examiner ensemble les questions soumises aux assemblées dont ils dépendent, et déterminer une attitude commune.*

5° *Les deux partis réaliseront, en tout état de cause, l'unité de candidature dès les prochaines élections, sans préjudice des accords qui pourraient être conclus avec d'autres groupements, selon les circonstances.*

6° *La propagande sera désormais organisée en commun à travers tout le pays en rassemblant les hommes et les moyens dont disposent les deux partis ;*

7° *Un accord interviendra sans délai pour régler la collaboration des camarades socialistes à* l'Humanité *et à l'ensemble de la presse communiste, ainsi que la collaboration des camarades communistes au* Populaire *et à l'ensemble de la presse socialiste.*

Le X^e^ Congrès désigna sur-le-champ une délégation chargée de remettre nos propositions au comité directeur du Parti Socialiste. C'était en juin. Le comité directeur ne prit pas position. Il s'en remit à la décision du Congrès socialiste qui devait se tenir en août. Le Congrès socialiste repoussa et nos propositions d'unité organique, et nos propositions pour le resserrement de l'unité d'action.

Jusqu'alors, le Parti Socialiste avait tantôt repoussé l'unité d'action au nom de l'unité organique, tantôt l'unité organique au nom de l'unité d'action. Cette fois, le Parti Socialiste, en dépit de ses déclarations, repoussait l'une et l'autre. Il s'engageait dans la voie de la limitation, puis de la rupture de l'unité d'action ; il interdisait le maintien des comités d'entente entre fédérations et sections ; il sapait l'organisation du front unique à la base afin de supprimer ultérieurement le comité d'entente au sommet. Au terme de cette évolution rétrograde, on trouve la manifestation scissionniste du Parti Socialiste au Mur des Fédérés, comité directeur et ministres socialistes en tête. Ce qui nous ramène aux tristes années d'avant 1934, avant que ne se réalise, sous la pression des masses guidées par notre Parti, l'unité d'action prolétarienne, base du front populaire antifasciste.

Le Parti Socialiste refusait l'unité organique, sous des prétextes de caractère injurieux pour notre Parti. Nous userions de « moyens qui dégradent l'esprit humain ». Quelle plaisanterie s'il ne s'agissait d'accréditer une vieille calomnie lancée contre nous par les minoritaires du Congrès de Tours, et reprise dans le vieil arsenal des armes empoisonnées dont la réaction, depuis toujours, a usé contre le mouvement ouvrier.

J'ai rappelé un jour la vigoureuse riposte de Jaurès au comte de Mun qui reprochait au socialisme « *d'abaisser l'âme du peuple en lui prêchant la haine* ». Jaurès répliquait par la condamnation de « *ce socialisme sentimental et fuyard qui voudrait amollir et détremper les questions — au lieu de les résoudre — par quelques phrases attendries sur les devoirs réciproques du capital et du travail* ». Jaurès disait sa foi dans « *le socialisme qui met hardiment les hommes en face de la vérité vraie et cruelle, c'est-à-dire en face de l'antagonisme profond des intérêts dans la société*

actuelle, et qui connaît, au besoin, les généreuses colères de la conscience ».

Comment ne pas s'indigner contre le reproche calomniateur qui nous est fait de dégrader l'esprit humain, quand on sait dans quel esprit du plus noble sacrifice, le Parti a formé des milliers et des dizaines de milliers d'hommes et de femmes qui ont su mourir pour la France et pour leur idéal communiste !

Nous n'avons jamais spéculé sur les faiblesses humaines, ni sur la lâcheté, pour faire admettre la non-intervention et la trahison de Munich (*Vifs applaudissements*), ni sur la paresse pour contrarier l'effort indispensable de production.

On prétend que nous manquerions aux règles de la démocratie. Reproche injustifié quand on connaît la façon dont nous luttons pour l'élargissement de la démocratie dans notre pays et quand on sait la profondeur des discussions libres et fraternelles dans notre Comité Central et aux différents échelons du Parti. Mais surtout reproche étonnant de la part de ceux qui méconnaissent si souvent et si gravement les règles de la démocratie, dans leur vie intérieure et dans leur comportement général.

On ne saurait croire, par exemple, que la revendication du scrutin d'arrondissement, condamné par Guesde et Jaurès, ou que le rejet des communistes hors du gouvernement soient dictés par un attachement excessif à la démocratie. On ne peut pas penser non plus que la démocratie intérieure consiste à remettre la direction effective de la politique du Parti et les moyens d'expression de cette politique entre les mains de ceux que le Congrès n'a pas voulu suivre. Et à ne frapper toujours de sanctions pour indiscipline que les éléments de gauche, lorsque ceux de droite peuvent agir à leur guise.

Enfin, comment ne pas s'indigner contre la calomnie sur le « parti nationaliste étranger », alors que tant de communistes sont morts pour la patrie, alors que SEUL notre Parti a pratiqué avant, pendant et depuis la guerre, une politique authentiquement nationale, à laquelle plus d'un adversaire de bonne foi a rendu hommage. (*Applaudissements.*) Cette calomnie abominable n'a servi qu'à nourrir toutes les campagnes anticommunistes des ennemis du peuple.

On nous calomnie sous le prétexte de notre attachement de prolétaires à la Révolution socialiste d'Octobre, de notre fidélité de Français clairvoyants à l'amitié et à l'alliance franco-soviétique. Mais quel Français, quelle Française pourrait oublier ce que la France doit à l'Union Soviétique, aux soldats soviétiques, au maréchal Staline ? (*Les délégués, debout, applaudissent longuement.*) N'est-ce pas un fait que les intérêts d'Etat de la France et de l'Union Soviétique ne s'opposent sur aucun point ?

Et quel ouvrier pourrait oublier que les intérêts de classe des travailleurs de tous les pays sont concordants ? Quel ouvrier français pourrait méconnaître l'immense portée de la Révolution soviétique ? Lénine, Staline, les communistes russes ont dit fréquemment, après Marx et Engels, qu'ils avaient beaucoup appris à la lumière des expériences de la Commune de Paris. En quoi serait-il répréhensible pour les descendants des communards d'étudier la riche expérience des bolcheviks ?

Mais les reproches injustifiés, les prétextes calomniateurs ne sont pas chose nouvelle. La vérité, c'est que certains dirigeants du Parti Socialiste ne redoutent rien plus que l'unité, qu'ils ne veulent pas l'unité de la classe ouvrière. (*Applaudissements.*)

Il y a eu Hitler, le fascisme au pouvoir en Allemagne, en Italie. Il y a eu la guerre, la défaite, l'invasion, les souffrances et les deuils. Il y a eu le martyre des meilleurs et, au plus profond de l'abîme, une lueur d'espérance, que dis-je, une certitude d'unité qui a exalté les travailleurs et les a soulevés au-dessus d'eux-mêmes, pour la France et pour le socialisme, pour le communisme.

Mais certains dirigeants socialistes n'ont rien appris, ni rien oublié. Et quand ils reprirent place dans l'activité publique, quand ils livrèrent à leur Parti les pensées qu'ils avaient méditées, dans l'isolement et l'éloignement, on s'aperçut que s'il y avait chez eux quelque changement, ce n'était pas dans le sens de l'unité ouvrière, mais bien dans la direction nettement opposée.

Il est impossible de ne pas remarquer le rapport direct entre les positions politiques et tactiques du Parti Socialiste et le révisionnisme ouvertement prêché dans ses rangs par Léon Blum et quelques autres.

Nous avons vu, à propos du problème des salaires et prix, à propos des caractéristiques de l'impérialisme, combien la pensée officielle du Parti Socialiste s'éloigne de la doctrine de Marx. Nous voudrions montrer que c'est tout le marxisme qui est répudié par Léon Blum, même lorsqu'il déclare, pour la forme, s'en tenir aux principes essentiels du marxisme.

Le débat a commencé dans le Parti Socialiste à l'occasion d'une proposition de modification aux statuts. Léon Blum demandait que soit abandonnée l'expression « lutte de classes ». Mais comme tout se tient, Léon Blum a dû s'en prendre aux fondements du marxisme. Il a condamné le matérialisme dialectique. Il a repoussé le matérialisme philosophique en tant que théorie de la connaissance, en tant que conception des phénomènes de la nature et d'explication de l'univers. Il a contesté le lien de connexion entre le matérialisme dialectique et le matérialisme historique. Employant une ficelle un peu grosse, Léon Blum a « *essayé de distinguer* — je cite ses paroles — *entre le matéria-*

lisme historique de Marx et CE *matérialisme dialectique de Lénine et de Staline dont le livre récent de Georges Izard a fourni une analyse si riche, si exacte et si profonde* ».

Aucun marxiste digne de ce nom ne saurait ignorer la riche contribution de Lénine et de Staline à l'approfondissement et au développement de la doctrine de Marx « *qui n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action* ». Mais tous les marxistes reportent sans hésiter sur Marx le mérite d'avoir le premier formulé la conception matérialiste du monde et de son développement que l'on désigne depuis par les mots : *matérialisme dialectique.*

Marx a dit que pour lui « *le mouvement de la pensée n'est que la réflexion du mouvement réel transporté et transposé par le cerveau de l'homme* ». (*Le Capital*, p. 29.)

« *On ne saurait*, précise-t-il, *séparer la pensée de la matière pensante.* »

Engels, dans le chapitre intitulé « *Matérialisme dialectique* », a écrit dans son *Ludwig Feuerbach*, « *que la conception matérialiste du monde signifie simplement la conception de la nature telle qu'elle est, sans addition étrangère* ».

Plekhanof a souligné, lui aussi, que « *l'édifice entier du marxisme repose sur le matérialisme dialectique* ». (*Le Matérialisme militant*, p. 26.)

Quant au livre d'Izard, c'est en effet une attaque sur toute la ligne contre le matérialisme dialectique, et dès lors non point seulement contre Lénine et Staline, mais bien contre MARX, que le disciple de Blum cite abondamment et qu'il prétend réfuter et dépasser !

Parce qu'il est sans doute tenu à moins de précaution, Izard n'hésite pas à contredire Blum et à reconnaître carrément que l'œuvre maîtresse de Marx, *Le Capital*, « *n'est rien d'autre qu'une illustration du matérialisme dialectique appliqué à l'économie politique* » (p. 181).

Et voici deux échantillons de la pensée « si riche, si exacte et si profonde » de Georges Izard :

« *Bien loin que ma pensée en soit la copie, c'est la réalité qui est le miroir de ma pensée et de ma vie, sans quoi elle ne pourrait pas être la réalité* » (p. 127).

Et ailleurs :

« *L'esprit est le primordial... Dès qu'on admet l'activité autonome de l'esprit, il faut renoncer à le retenir au rang de la matière dans une égale dignité : il impose sa suprématie* » (p. 122).

Ainsi avec Georges Izard, avec Léon Blum et avec Maurice Schumann et le cardinal Suhard, les ouvriers socialistes devraient admettre désormais la primauté de l'esprit sur la matière. Ils ne devraient plus penser avec Marx que la matière, la nature, l'être, c'est une réalité objective existant en dehors et indépendamment

de la conscience, que la conscience n'est que le reflet de la matière, que la pensée n'est que le produit de la matière.

On comprend que la réaction ait accueilli avec transport les thèses idéalistes de Léon Blum. La répudiation du matérialisme obtient toujours un succès certain auprès de philistins très attachés à leurs *intérêts matériels*, et elle flatte agréablement les préjugés de leurs idéologues.

De l'abandon du matérialisme philosophique découle le rapprochement politique des dirigeants socialistes avec d'autres groupements qui professent l'idéalisme philosophique, le déisme, la croyance à une religion révélée.

De là l'alliance de certains socialistes avec les adversaires de la laïcité, avec les adversaires de la pensée matérialiste des encyclopédistes. Marx lui-même avait noté le lien entre le socialisme, le communisme et le matérialisme d'Helvétius, de d'Holbach, de Diderot.

Quel recul donc sur le siècle des lumières ? Comment redire avec Diderot que « *la supposition d'un être quelconque placé en dehors de l'univers matériel est impossible* ».

Léon Blum dit qu'il continue à adhérer au matérialisme historique en tant que philosophie de l'histoire. Il pense, toutefois, que « *les phénomènes économiques n'ont rien de plus matériel que les autres* ». Et il suggère une synthèse entre la théorie du matérialisme historique et sa conception idéaliste de l'histoire qui fait intervenir les courants de l'esprit et de la conscience, les aspirations vers la justice, vers l'humanité, vers la charité humaine, qui traverseraient l'humanité indépendamment des rapports de production, de la structure sociale aux différentes époques de l'histoire.

Si bien que ce n'est plus, comme chez Marx, l'existence sociale qui déterminerait la conscience, mais la conscience qui déterminerait l'existence sociale.

Ce n'est plus le mode de production de la vie matérielle qui conditionne le procès de vie social, politique et intellectuel, mais une morale indépendante des forces économiques et supérieure à elles qui déterminerait les progrès du mode de production de la vie matérielle.

La conclusion pratique c'est qu'on remplace l'émancipation du prolétariat au moyen de la transformation du mode de production en une vague libération de l'humanité au moyen de l'amour, comme raillait Engels, il y a soixante années déjà.

La conclusion politique c'est que tout le monde est « socialiste », puisque le socialisme n'est plus l'aboutissement inévitable des lois économiques et du mouvement de la société actuelle, puisque la classe ouvrière n'est plus la force motrice des pro-

chaines transformations, le principal agent de son émancipation et de l'affranchissement de tous les travailleurs.

Il n'est plus nécessaire, dès lors, de rendre la classe ouvrière toujours plus consciente de sa mission historique, de l'organiser, de la préparer à cette mission. On doit rejeter non seulement l'expression « lutte de classes », mais aussi, comme le propose Izard, la notion de « conscience de classe ».

Le socialisme d'une science redevient un rêve. Les masses doivent, avant tout, compter sur la générosité, sur la charité de bonnes âmes qu'il s'agit de convaincre par les raisonnements sur la morale et les vérités éternelles. C'est en cela que réside « l'humanisme » de ce néo-socialisme.

Car, s'il s'agit de reconnaître le rôle des idées, la valeur des sentiments, il n'est pas besoin de « dépasser » Marx. Il nous a enseigné qu'une idée devient une force matérielle lorsqu'elle s'empare des masses. Et s'il est simplement question de l'épanouissement de la personnalité humaine, il n'y a rien non plus à ajouter aux écrits de nos maîtres. Il n'y a rien à ajouter à ces lignes d'Engels :

« *La possibilité d'assurer au moyen de la production sociale une existence non seulement parfaitement suffisante et plus riche de jour en jour au point de vue matériel, mais leur garantissant le développement et la mise en œuvre absolument libre de leurs* DISPOSITIONS PHYSIQUES ET INTELLECTUELLES, *cette possibilité existe aujourd'hui pour la première fois.* »

(Par le socialisme...) « *la lutte pour l'existence individuelle prend fin. Alors seulement l'homme sort en un certain sens du* RÈGNE ANIMAL, *quitte des conditions animales d'existences pour des* CONDITIONS VRAIMENT HUMAINES. » (*L'Anti-Dühring*, p. 364.)

Il suffit aussi de constater la réalité au pays du socialisme, en Union Soviétique, où se forge l'homme nouveau, « *L'homme, ce capital le plus précieux* », a dit Staline. Les armées soviétiques ont eu des canons, des tanks, des avions ; elles en ont eu davantage que les Allemands, et d'une qualité supérieure. Mais ce que le régime soviétique a produit de mieux, c'est l'HOMME qui utilisait ce matériel (*Vifs applaudissements*), c'est l'HOMME soviétique qui a été supérieur, sous tous les rapports, à l'esclave de Hitler.

L'abandon des positions marxistes est également évident dans les thèses de Léon Blum sur le rapport entre la démocratie et le socialisme. Lors de mon interview au *Times*, où je disais que les progrès de la démocratie à travers le monde permettent d'envisager des voies nouvelles dans la marche au socialisme, Léon Blum a parlé d'un coup de barre brutal. Je venais de découvrir, d'après lui, « *que la transformation du régime capitaliste en régime socialiste est compatible avec le maintien et le dévelop-*

pement de la démocratie. Blum avançait l'opinion, contraire à la vérité, que les communistes auraient jusqu'alors opposé démocratie et socialisme. De même qu'il avait prêté à Bebel cette idée absurde que « *l'évolution des partis ouvriers et prolétariens était indépendante des formes politiques de la société dans laquelle ils agissent* ».

Or, jamais un marxiste n'a été indifférent aux *formes politiques*, et, pour être plus précis, à l'existence et au progrès possibles de la démocratie, Bebel déclarait au Congrès d'Amsterdam : « Il va sans dire que nous sommes républicains, républicains socialistes ».

Le « Manifeste communiste », dont nous allons célébrer le centenaire, proclame que : « *la première étape dans la révolution ouvrière, c'est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie* ».

Marx, en 1848, loua les Parisiens d'avoir imposé la République ; Engels, loin de se désintéresser des formes de l'Etat, analyse avec soin chacune de ces formes ; il montre que « *notre Parti et la classe ouvrière ne peuvent arriver au pouvoir que sous la forme démocratique* ».

Lénine a parlé de « *l'énorme importance de la démocratie dans la lutte de la classe ouvrière contre le capitalisme* ».

« *Développer la démocratie jusqu'au bout, rechercher les formes de ce développement, les mettre à l'épreuve de la pratique, voilà l'un des problèmes fondamentaux de la lutte pour la révolution sociale.* » (Lénine, *Œuvres complètes*, tome XXI, p. 506.)

C'est sur ces notions théoriques précises que nous avons fondé notre lutte ardente contre le fascisme, notre politique du Front Populaire, notre combat pour la défense de la démocratie, pour tout ce qui était en jeu dans la dernière guerre.

En novembre 1936, je répondais à une enquête de Raymond Millet :

« *Les communistes sont républicains. Ils sont les républicains les plus conséquents, car ils veulent une république où le régime représentatif ne puisse être faussé par les puissances d'argent.*

« *Les communistes sont démocrates. Ils sont les démocrates les plus conséquents, car ils entendent substituer à une démocratie encore limitée en droit et en fait une démocratie sans entraves.* »

L'idée centrale du rapport développé au Congrès d'Arles, en 1937, était que la démocratie, qui avait exercé au cours du XIX^e^ siècle un rôle nécessaire et progressif, n'avait pas épuisé toutes ses vertus. Le Front Populaire, disions-nous, constitue un nouveau progrès de la démocratie. Et, il y a deux ans, nous répé-

dons : « *La démocratie est une création continue. Aujourd'hui, avec l'immense majorité des Français, nous concevons une démocratie débarrassée des trusts, une démocratie où il ne doit pas y avoir de place pour les groupements et pour les hommes qui ont trahi la France et servi Hitler.* »

Une démocratie débarrassée des trusts. En marxistes, nous posons la question du CONTENU de la démocratie ; nous ne parlons pas de la démocratie en général. Nous parlons d'une démocratie nouvelle et populaire où la classe ouvrière et ses organisations doivent jouer un rôle déterminant.

Ce que ne veut pas remarquer Léon Blum quand, en 1947, dans une situation nouvelle, et forts d'une expérience à laquelle nous avons contribué pour une part honorable, nous envisageons la possibilité de voies nouvelles dans la marche du socialisme.

Encore est-il juste de souligner que c'est à la Révolution d'Octobre, aux travailleurs de l'Union Soviétique, qui ont fait tourner plus vite la roue de l'histoire, — au prix de quel héroïsme, au prix de quels sacrifices — que nous devrons de toute façon de parcourir, avec moins de peine, les étapes qu'il leur fallut franchir dans des conditions plus difficiles et plus douloureuses.

Comme résultat de notre action nationale et démocratique, nous avons obtenu la confiance toujours plus large de la classe ouvrière, des masses populaires. Nous avons obtenu de pousser quelques pas en avant dans la voie d'une démocratie plus effective. On a procédé à des nationalisations. On a institué les Comités d'entreprises. Rappelons-nous, à ce propos, ce que disait Lénine :

« *Prise à part, aucune démocratie ne donnera le socialisme ; mais, dans la vie, la démocratie ne sera jamais « prise à part », elle sera « prise dans l'ensemble », et elle exercera son influence sur l'économie dont elle précipitera la transformation tout en subissant elle-même l'influence du développement économique. Telle est la logique de l'histoire vivante.* » (*Œuvres complètes*, tome XXI, p. 506.)

D'autres pays, nous l'avons vu, sont beaucoup plus avancés dans cette voie de la démocratie nouvelle. En plus des nationalisations, on y a remis la terre aux paysans. Les derniers vestiges du fascisme ont été éliminés. Mais nous devons remarquer que les formes parlementaires subsistent.

« *Cette démocratie populaire,* a déclaré Dimitrov, *n'est ni socialiste, ni soviétique. Elle est le passage de la démocratie au socialisme. Elle crée les conditions favorables au développement du socialisme par un progrès de lutte et de travail. Chaque pays passera au socialisme par sa voie propre. L'avantage de cette*

démocratie populaire, c'est que le passage au socialisme est rendu possible sans dictature du prolétariat. »

Je me permets de rappeler, en m'en excusant, que j'ai dit de même au rédacteur du *Times* : « *Le chemin est nécessairement différent pour chaque pays. Nous avons toujours pensé et déclaré que le peuple de France, riche d'une glorieuse tradition, trouverait lui-même sa voie... Cependant, l'histoire montre qu'il n'y a pas de progrès sans lutte. Il n'y a pas de route toute tracée sur laquelle les hommes puissent avancer sans effort. Il leur a toujours fallu surmonter bien des obstacles.* »

Ainsi, fidèle à l'enseignement du marxisme, nous nous appliquons à déterminer la politique et l'action de la classe ouvrière, en fonction de la situation et des perspectives. Comme disait Jaurès, « *nous nous efforçons de comprendre le réel, pour aller à l'idéal* ».

Nous tenons compte de cet événement formidable qu'a été la bataille victorieuse livrée par les peuples libres, par les forces ouvrières et démocratiques, contre le fascisme barbare. Nous tenons compte des modifications profondes dans l'ordre social, économique et politique, que la victoire a déterminées en Europe et dans le monde. Nous tenons compte du nouveau rapport des forces de classes qui s'est établi dans notre pays et à l'échelle internationale. Nous nous efforçons d'éclairer les voies encore inexplorées qui conduisent au socialisme.

Mais Léon Blum, aussi éloigné du marxisme en 1947 qu'en 1920 ou 1933, passe à côté de la vie et poursuit ses analyses subtiles sur la distinction entre la révolution politique et la révolution sociale, la première ne lui apparaissant que comme la conquête du pouvoir, la transformation des institutions gouvernementales, et la seconde comme une pure transformation économique. Comme si la méthode dialectique ne nous faisait pas saisir le rapport nécessaire entre la conquête du pouvoir par la classe ouvrière et la transformation sociale qu'elle a mission de promouvoir.

On voit que ce n'est pas seulement la formule prétendûment équivoque, mais bien la *méthode* du matérialisme historique que Blum rejette. Même dans les cas où elles n'aboutissent pas à des révolutions, toutes les luttes politiques trouvent leur origine et leur explication dans les antagonismes de classe, et elles ont pour but, en dernière analyse, l'émancipation économique de la classe exploitée.

Cependant, la thèse de Blum n'est pas fortuite. L'opposition formelle qu'il établit entre révolution politique et révolution sociale l'avait conduit à nier le caractère socialiste de la Révolution d'Octobre. Certains dirigeants socialistes continuent à parler

des *tentatives* de révolution socialiste en U.R.S.S. Il n'y aurait pas de révolution socialiste. Il n'y aurait pas non plus de démocratie en U.R.S.S.

On continue à répandre les pires ragots, les pires calomnies contre l'Union Soviétique. On fait preuve d'une méconnaissance absolue, nullement involontaire, du contenu de la démocratie soviétique, la démocratie la plus large.

Naturellement, les dirigeants socialistes sont aussi plein de méfiance envers les démocraties nouvelles, les démocraties populaires de l'Europe centrale et balkanique, où l'on ne s'en tient pas aux règles de la démocratie bourgeoise, où l'on a vraiment aboli la domination des trusts, où les traîtres et les collaborateurs n'ont pas la possibilité de voter, encore moins de se faire élire. (*Applaudissements.*)

Les attaques contre la démocratie soviétique et contre les démocraties populaires visent peut-être à détourner l'attention des insuffisances de la démocratie chez nous, et en ces pays vers lesquels certains tournent si volontiers les yeux, cette « démocratie » qui maintient Franco au pouvoir, écrase le peuple grec, opprime les esclaves coloniaux et fait couler le sang en Palestine.

Ainsi on ne peut contester le lien évident entre l'assaut révisionniste à l'intérieur du Parti Socialiste et la politique poursuivie par ce parti : le refus de l'unité ouvrière, le soutien sans réserves longtemps accordé à de Gaulle (qu'on se rappelle du « Oui-Oui ») ; les brevets de républicanisme décernés au M.R.P., le rejet des communistes hors du gouvernement, la tentative de constituer une majorité parlementaire orientée à droite et dont nous serions exclus.

La répudiation du marxisme faciliterait, croit-on, la conjonction du Parti Socialiste et du M.R.P. ; et l'avènement de ce travaillisme sans travailleurs qui hante l'esprit de certains.

La politique de ses principaux dirigeants ne conduit pas seulement le Parti Socialiste à sa perte — il est tombé de 4.500.000 à 2.700.000 voix en un an. Elle met en danger le mouvement ouvrier et la démocratie. Les ouvriers socialistes s'en rendent compte. Ils sont inquiets. Notre devoir de militant est de les aider à voir clair dans cette situation difficile. Il est de découvrir à leurs yeux les racines idéologiques de la politique erronée de leur parti. Nous devons le faire sans vains éclats de voix, sans vaines récriminations, en camarades et en frères, dont le souci exclusif est de faire progresser la cause commune, la cause des travailleurs, la cause de la France.

Nous devons rappeler nos efforts pour parvenir à l'unité. Et le désintéressement de notre Parti en toutes occasions. Nous devons rappeler comment nos 186 députés, unanimes, ont porté Léon Blum à la présidence du gouvernement, malgré des préventions trop justifiées et sur lesquelles il n'est pas nécessaire d'insister ,et malgré le fait que vingt députés socialistes, trois jours auparavant, avaient refusé de voter pour le candidat communiste.

Nous devons rappeler comment, déjouant les combinaisons des partisans du pouvoir personnel, nous avons porté Vincent Auriol à la présidence de la République. Nous devons rappeler le concours loyal et sans réserves que nous avons apporté au premier gouvernement Ramadier, en taisant nos préférences doctrinales et en défendant la politique déterminée en commun. Les socialistes de Toulon et de Guéret, et le chef du gouvernement lui-même, n'y contrediront pas.

Nous avons aussi le devoir de mettre en garde les ouvriers socialistes qui, sincèrement, veulent aller à gauche contre la démagogie d'éléments trotskysants, dont certains chassés de nos rangs autrefois. Ces gens se livrent à un verbiage pseudo-révolutionnaire pour détourner, eux aussi, les ouvriers socialistes du seul chemin qui mène au socialisme : le chemin de l'unité.

L'unité, et encore l'unité, voilà notre loi, à nous communistes. Nous avons l'espoir d'être entendus. L'unité s'est réalisée dans l'action revendicative, chez les cheminots et dans les services publics, chez les employés de banque et dans les usines métallurgiques. L'unité s'est réalisée dans l'action pour la défense de la République contre les factieux du R.P.F. Les Comités de la Libération ont repris une vie nouvelle. Des comités de vigilance ont été constitués dans les localités et dans les usines.

L'unité, qui est la condition du salut, doit se faire. L'unité se fera, ce sera la tâche des communistes après le XI[e] Congrès de notre Parti. (*Applaudissements.*)

IV. LE PARTI

Passons aux questions du Parti. Depuis le X^e^ Congrès, notre Parti Communiste a sans cesse grandi en autorité et en influence. Il est sorti avec honneur de plusieurs batailles difficiles. Les dernières élections à l'Assemblée nationale ont confirmé notre position de premier parti de France, par le nombre des suffrages recueillis, près de 6 millions, et par le nombre de nos élus — 186 députés — en y comprenant nos apparentés. Nous avons connu le même succès pour les élections au Conseil de la République, avec 26.000 grands électeurs et 87 conseillers de la République.

Nous sommes le premier parti dans 34 départements, tant industriels que ruraux : la Seine, le Nord, la Seine-et-Oise, le Pas-de-Calais, les Bouches-du-Rhône, le Rhône, l'Aisne, la Saône-et-Loire, la Somme, l'Hérault, la Seine-et-Marne, le Gard, la Haute-Vienne, l'Oise, la Dordogne, etc...

En pourcentage, non compris la Savoie, la Corse, la Lozère, où nous avons participé à des coalitions victorieuses, 36 départements nous ont donné plus de 30 % de leurs suffrages, dont 15 plus de 35 % :

Pyrénées-Orientales	41,2
Var	40,4
Corrèze	39,6
Alpes-Maritimes	39,2
Bouches-du-Rhône	38,9
Lot-et-Garonne	38,8
Haute-Vienne	38,6
Creuse	38,5
Aisne	38,1
Gard	37,3
Allier	36,8
Cher	36,5
Seine	35,4
Drôme	35,2
Seine-et-Marne	35,0

Il n'est aucun centre industriel, aucune grande ville, sauf de très rares exceptions, où nous ne soyons les premiers. Nous sommes bien le Parti de la classe ouvrière, le Parti qui a la confiance de la classe ouvrière. Et nous sommes aussi le Parti des paysans-travailleurs, le Parti qui obtient la plus large confiance dans les campagnes.

Si Paris et sa banlieue nous ont donné 24 députés, la Seine-et-Oise 8, le Nord 7, les Bouches-du-Rhône 6, le Pas-de-Calais et la Seine-Inférieure chacun 4, l'Aisne, le Finistère, la Loire, le Rhône chacun 3, de nombreux département paysans ont élu 2 députés communistes, parfois sur 4 sièges à pourvoir, tels l'Ain, le Cher, la Corrèze, l'Indre, le Lot-et-Garonne, la Vienne, et même sur 3 comme dans la Creuse.

Est-il meilleure preuve des progrès de notre Parti que l'élection du camarade Savard, dans le département de la Meuse, le département de Maginot et de Poincaré, ou du camarade Morand, dans le Maine-et-Loire, longtemps une des citadelles du conservatisme ? La Vendée nous a donné 27.000 voix, et il s'en est fallu de quelques centaines de voix que nous obtenions un élu dans ce département. (*Applaudissements.*)

Il convient aussi de mesurer toute la valeur de nos succès en Algérie et dans les départements et territoires d'outre-mer. En Algérie, nous avons obtenu 2 sièges au collège des citoyens, contre le bloc colonialiste, et 2 pour le collège des non-citoyens, malgré les pressions de l'administration.

Les départements de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion nous ont donné chacun 2 députés sur 3 sièges à pourvoir. (*Applaudissements.*) Nos camarades Verges et Lepervenche ont triomphé de l'odieuse provocation machinée contre eux et contre notre Parti, en juin 1946. Djibouti nous a envoyé un député. Les listes de nos apperentés ont connu un grand succès en Afrique noire, notamment à la Côte d'Ivoire.

Oui, nous sommes bien le Parti de la classe ouvrière, le Parti du peuple, le grand Parti de la France et de l'Union française. (*Vifs applaudissements.*)

Il ne fait aucun doute que les prochaines élections municipales confirmeront, en les renforçant encore, les positions de notre Parti. Malgré les pronostics toujours démentis des feuilles bourgeoises, qui prédisent inévitablement, avant chaque scrutin, l'échec des communistes. Mais c'est le peuple qui vote. Et le peuple reconnaît les siens. (*Applaudissements.*)

Le peuple qui, déjà, appréciait hautement les mérites de notre Parti Communiste et de ses militants dans la bataille pour la Libération, nous a jugés depuis dans nos efforts pour mener à bien l'œuvre de redressement national. Il nous a jugés dans notre

lutte sans répit contre la réaction qui sabote la reconstruction et veut nous plonger dans le chaos et dans l'anarchie.

Le peuple voit en nous le grand Parti de la renaissance française, et aussi le Parti qui défend avec conscience et ténacité les intérêts des masses, le salaire des ouvriers, la parcelle du paysan, la pension des retraités, l'allocation des anciens combattants, le lait des enfants, le pain des malheureux. Le Parti qui dénonce et combat les ennemis de la démocratie, en sonnant le rassemblement de tous les travailleurs, de tous les républicains. Le Parti qui défend les positions de la France en matière de politique extérieure. Le Parti qui lutte pour la sécurité, pour les réparations, pour la paix.

Le peuple voit en nous le Parti des réalisateurs, des constructeurs, un grand Parti de gouvernement. Nos ministres, presque tous des ouvriers, n'ont certes pas été inférieurs à leur tâche. Leur œuvre parle pour eux. C'est sous l'impulsion de Billoux, qui a donné leur charte aux sinistrés, puis de Tillon, que des pas décisifs ont été faits dans le domaine de la reconstruction. Pendant son passage à la Défense nationale, Billoux avait préparé des textes dont l'adoption donnerait enfin à notre pays une armée tout à la fois démocratique et moins coûteuse. (*Applaudissements.*)

C'est Tillon qui a présidé à la reconversion des usines d'armement, et à la renaissance de notre aviation : 160 appareils construits chaque mois, 70 en 1937 et 127 en 1938. (*Applaudissements.*)

C'est Croizat, le plus populaire de nos ministres, qui fut l'initiateur des mesures en faveur des ouvriers, des retraités, des femmes, dont il a été question ailleurs, et qui a été le promoteur et le réalisateur du plan de Sécurité Sociale, qui place la France à l'avant-garde du progrès dans ce domaine, mis à part l'Union Soviétique. (*Applaudissements.*)

C'est Marcel Paul qui a gagné la bataille du charbon, et celle de l'électricité, avec 23 milliards de kilowatts en 1946 contre 18 en 1939, et qui a dans tous les domaines donné l'élan à notre production industrielle. (*Applaudissements.*)

C'est Casanova qui a nettoyé, au Ministère des Anciens Combattants, les écuries d'Augias de M. Frenay, l'ami de Pucheu. (*Applaudissements.*)

C'est Arthaud et Marrane qui ont mis au point divers projets intéressant la santé et l'hygiène des populations. (*Applaudissements.*)

Les hommes du Parti, qui avaient fait leurs preuves dans l'organisation, la direction et la poursuite du combat armé contre les occupants et les traîtres, donnent maintenant leur mesure

dans l'organisation de la production et à la direction de grandes municipalités. Le Parti s'est révélé une école de dirigeants et d'administrateurs capables, clairvoyants et courageux, qui s'efforcent d'être en tous points dignes des héros qui ont donné leur vie pour la France et pour le communisme, dignes d'un Pierre Semard, d'un Cadras, d'un Wodli.

Permettez-moi de saluer tout particulièrement ici, dans sa chère ville de Strasbourg, la glorieuse mémoire de Georges Wodli, qui incarna la résistance alsacienne à l'hitlérisme, la fidélité alsacienne à la France. (*Silencieusement, le Congrès se lève.*)

Le Parti a mené et mène son combat pour la renaissance française, uni comme un seul homme, sous la direction de son Comité central, de son bureau politique. L'autorité de la direction du Parti s'étend bien au delà de nos rangs et même de notre pays. Des camarades comme Jacques Duclos, André Marty, Marcel Cachin sont connus et estimés par les travailleurs et les hommes de progrès dans les pays les plus lointains. (*Le Congrès, debout, applaudit longuement.*) De même pour Benoît Frachon et Gaston Monmousseau (*de nouveau, le Congrès, debout, applaudit longuement*), qui ont renoncé, par souci de l'unité et de l'indépendance des syndicats, à figurer dans nos organismes de direction, mais dont personne n'ignore la qualité de militants communistes.

Malheureusement, la mort nous a ravi trois camarades du Comité central :

GASTON CORNAVIN, ouvrier de l'arsenal de Bourges, député du Cher en 1924 et en 1936, arrêté par les Munichois, malgré sa maladie, condamné et traîné, avec les 27, de prison en prison, jusqu'en Algérie. En refusant de faire soigner Cornavin (*le Congrès se lève et écoute silencieusement les pages qui vont suivre*), ses geôliers l'ont assassiné.

HENRI JANIN, ouvrier métallurgiste, maire et conseiller général de Villeneuve-Saint-Georges, arrêté et affreusement torturé jusqu'à la mutilation, pendant la drôle de guerre ; lui aussi fut assassiné par les Munichois.

RAYMOND LATARGET, secrétaire de la Fédération de la Seine, jeune militant remarquable devant qui s'ouvrait un grand avenir, tué dans un accident d'avion.

Le Parti a été durement éprouvé depuis quelque temps. Nous avons perdu :

PAUL LANGEVIN, le grand savant de renommée universelle, et le militant d'avant-garde, président de la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen, conseiller municipal de Paris.

JEAN-RICHARD BLOCH, l'écrivain délicat et profond, et le combattant des deux guerres, le porte-parole de la Résistance

française au micro de Moscou, le co-fondateur, avec notre ami Aragon, du journal *Ce Soir*, dont il était le directeur, conseiller de la République.

ALBERT MARQUET, un des plus grands peintres de notre époque, le paysagiste incomparable et le militant modeste du communisme.

GABRIEL SAUVAGE, conseiller municipal de Paris, très ancien militant du Parti, administrateur de grand talent, commandant des F.T.P. à plus de 60 ans.

PIERRE MAUCHERAT, instituteur, secrétaire de l'Union Nationale des Intellectuels, sous l'occupation et depuis la libération.

Le Parti gardera le souvenir fidèle de tous ses chers disparus. Leurs noms sont à jamais dans nos cœurs, avec ceux de BARBUSSE et de VAILLANT-COUTURIER, avec ceux de FABIEN et de DANIELLE CASANOVA, avec ceux de tous nos camarades morts pour la Patrie. Leur exemple est impérissable. Ils ont montré qu'un communiste ne sait pas seulement ce qu'il convient de faire, en des circonstances déterminées, mais aussi, mais surtout, qu'il a le courage de le faire, quoi qu'il puisse lui en coûter.

C'est d'un haut enseignement à l'heure où le Parti se doit d'assumer des responsabilités toujours plus lourdes, quand de nos décisions, de nos mots d'ordre, de notre politique dépend de plus en plus l'avenir de la classe ouvrière, l'avenir du pays. A l'heure aussi où les difficultés surviennent toujours plus nombreuses et plus compliquées. Mais les difficultés ne sauraient nous effrayer. La lutte, l'organisation de la lutte des travailleurs contre toutes les forces d'exploitation et d'oppression, voilà notre raison d'être. Les difficultés ne sont d'ailleurs pas sans rapport avec nos succès. C'est la dialectique de la vie. Nous sommes plus nombreux, plus forts. Les ennemis du peuple ne nous en redoutent que davantage. Ils deviennent enragés. Ils multiplient les intrigues, les manœuvres contre nous, parce que nous sommes le détachement le plus ferme et le plus résolu du mouvement ouvrier et de la démocratie.

PROBLEME DE LA DIRECTION IDEOLOGIQUE ET POLITIQUE

Les difficultés nous obligent simplement à travailler toujours plus et toujours mieux. Quelques-uns ont parfois, semble-t-il, le regret du « bon vieux temps », où le Parti ne jouait pas le rôle qui est actuellement le sien, où il n'avait pas les responsabilités qui sont désormais les siennes. Les choses étaient alors plus faciles, soupirent-ils. Même lorsque ces « regrets » se couvrent

d'une phraséologie gauchiste, même lorsqu'ils sont exprimés par quelques sectaires qui confondent action avec gesticulation, on ne s'en trouve pas moins devant une déviation opportuniste caractérisée, qui est le recul devant les difficultés.

Aussi, pour remplir sa tâche de guide et d'organisateur des travailleurs, le Parti doit-il mener d'abord, et sans hésitation, une lutte intérieure sévère et sur les deux fronts, contre les déviations opportunistes et sectaires de la ligne générale fixée par nos congrès.

L'opportunisme, c'est la poursuite d'un avantage immédiat et illusoire au détriment des intérêts d'avenir du mouvement ouvrier, c'est le renoncement à une politique indépendante de la classe ouvrière, l'élément le plus conscient et le plus combatif des forces nationales et démocratiques.

Le gauchisme, qui représente certainement le plus grand danger dans les circonstances actuelles, c'est la méconnaissance des conditions et des possibilités du moment, l'inaptitude au travail de masses, à l'effort pour gagner à la classe ouvrière ses alliés des classes moyennes et de la paysannerie ; c'est le repliement sectaire sur soi-même.

Les opportunistes de droite et les sectaires se rejoignent, au fond, dans un même mépris des masses, dans une même crainte de l'action des masses. Comme au X[e] Congrès, nous appellerons à la vigilance pour dépister, chasser de nos rangs, et combattre impitoyablement les éléments troubles, les provocateurs, les hitléro-trotskystes, tous les agents de l'ennemi qui essayeraient de se glisser parmi nous.

La lutte contre les déviations, la lutte, à tous les échelons, pour l'application de la ligne du Parti, la lutte pour l'élimination des défauts et des faiblesses qui freinent l'activité du Parti et des masses populaires, oblige à l'effort constant pour élever le niveau idéologique du Parti, et pour entraîner tous ses membres dans la discussion de TOUS les problèmes posés devant nous.

Le Comité central a accordé une grande attention au travail d'éducation. Sous la direction éclairée du camarade Fajon, il a été organisé de nombreuses écoles, cours et conférences ; 17 écoles centrales, dont 3 écoles de quatre mois, ont reçu 474 militants, parmi lesquels 239 ouvriers, 89 employés et fonctionnaires, 50 paysans. On y a compté 93 femmes.

Il a été organisé 235 écoles fédérales ou interfédérales avec 4.473 élèves, dont 2.179 ouvriers et 457 paysans, et 651 femmes.

Deux séries de cours fondamentaux pour la formation marxiste-léniniste ont été assurés à Paris et dans 229 localités, avec 8.263 élèves. Des cours de masses pour la préparation aux campagnes électorales ont été faits à Paris et dans plusieurs

grandes villes. Deux séries de cours élémentaires à l'usage des écoles de section ont été élaborés et édités à plus de 100.000 exemplaires.

N'oublions pas les stages des élus, chaque fois suivis avec une assiduité remarquable par les députés, auxquels s'ajoutaient, la dernière fois, nos conseillers de la République.

Nos militants (Cogniot, Garaudy, Aragon, Fréville et d'autres) ont donné de nombreuses conférences sur les problèmes idéologiques. Notre grand camarade Joliot-Curie, nos camarades Prenant, Teissier, Wallon ont participé aux conférences sur les problèmes scientifiques et pédagogiques.

Un gros effort a été accompli pour la réédition et la diffusion des ouvrages classiques de Marx, Engels, Lénine, Staline. Notre revue, les *Cahiers du Communisme*, tire à 65.000 exemplaires.

Tout cela n'est pas mal. Mais c'est encore bien insuffisant. Nous devons faire beaucoup plus pour faciliter l'étude de la théorie à tous les militants du Parti, surtout à ceux qui occupent des fonctions responsables, et qui peuvent se laisser absorber et déborder par leurs tâches quotidiennes, jusqu'à perdre la perspective et sombrer dans un étroit praticisme.

Le marxisme-léninisme, le matérialisme dialectique est notre boussole. Il nous permet d'avancer sur un terrain pas toujours commode, sans perdre de vue le but : la totale émancipation de la classe ouvrière dans une France qui ne connaîtra plus la division en classes, l'exploitation du plus grand nombre par la minorité, et dans un monde où toutes les causes d'oppression, de misère, de conflits et de guerre auront disparu parce qu'aura disparu le capitalisme.

Nous savons les racines profondes de notre Parti et de sa doctrine dans l'histoire nationale. Le communisme est un courant authentique de la pensée française qui procède du matérialisme les philosophes du XVIII[e] siècle, et qui, de Babeuf à Cabet, de Saint-Simon et de Fourier à Blanqui, s'est nourri, gonflé, enrichi d'une critique brillante, et à bien des égards toujours actuelle, du système de production capitaliste, et de ses contradictions, de ses iniquités. Un siècle s'est écoulé depuis qu'Engels constatait que les notions de socialisme et de communisme étaient courantes parmi les travailleurs français. Il y a soixante-seize années déjà que les ouvriers parisiens firent flotter sur la capitale le drapeau de la Commune.

Le socialisme français, a souligné Lénine, est avec la philosophie allemande et l'économie politique anglaise l'une des trois sources essentielles du marxisme. En particulier, c'est le communisme français, le déroulement de la lutte des classes en France, qu'avaient remarqué Augustin Thierry et Guizot, c'est l'expé-

rience déjà riche alors du mouvement ouvrier dans notre pays, qui ont permis à Marx de mettre en lumière le rôle historique du prolétariat, comme édificateur de la société socialiste.

Nous n'avons pas seulement à défendre ce que le mouvement ouvrier français, fécondé par le matérialisme philosophique français a produit de meilleur : le communisme, élevé au niveau d'une science par Marx.

Nous n'avons pas seulement à défendre le matérialisme dialectique contre ses détracteurs, avoués ou hypocrites, et à mener un combat vigoureux contre tous les aspects de l'idéalisme philosophique, contre toutes les manifestations de l'idéologie réactionnaire.

Nous devons aussi faire progresser la science du communisme, selon la recommandation expresse de Lénine, rappelée opportunément par le camarade Staline, dans sa réponse au professeur Razine :

> « *Nous ne considérons nullement la théorie de Marx comme quelque chose d'achevé et d'inviolable ; nous sommes persuadés, au contraire, qu'elle a posé seulement la pierre angulaire d'une doctrine que les socialistes doivent pousser dans toutes les directions, s'ils ne veulent pas rester en arrière. Nous pensons que les socialistes russes ont besoin d'une étude* PARTICULIÈRE *de la théorie de Marx, car cette théorie ne donne que les directives générales qui s'appliquent en* PARTICULIER *à l'Angleterre autrement qu'à la France, à la France autrement qu'à l'Allemagne, à l'Allemagne autrement qu'à la Russie.* » (*Lénine, Marx, Engels, Marxisme,* p. 85, Edition de la Bibliothèque marxiste, 1935.)

On voit combien nous sommes fidèles à l'esprit du léninisme, quand nous posons devant notre Parti et devant les masses la question de la démocratie nouvelle et des voies différentes qu'il est permis d'envisager dans notre marche au socialisme.

PROBLEMES DE L'ORGANISATION ET DES CADRES

Après les problèmes de la direction idéologique et politique, ceux de l'organisation. Ils sont étroitement liés entre eux. On ne peut résoudre comme il faut les problèmes d'organisation sans une orientation politique juste. On ne peut assurer l'application de la ligne juste sans un bon travail d'organisation.

Le trésorier du Parti, à la date du 20 juin, avait délivré 895.130 cartes contre 906.000, lors du précédent congrès qui s'était tenu un peu plus tard, et 1.032.000 à la fin de cette année

1945. Il n'y a donc pas eu progrès. Si l'on tient compte que des fédérations ont continué à se développer, il faut en déduire que d'autres ont reculé.

Les adhésions nombreuses reçues ces dernières semaines dans plusieurs fédérations, notamment la Seine, dirigée activement par Raymond Guyot, ne changent pas le tableau général.

Et l'on se trouve devant cette question, que Léon Mauvais a posée dans son excellent article des *Cahiers du Communisme* : Comment se fait-il que le Parti gagne à chaque élection, mais qu'il ne recrute pas en proportion, et que parfois même les effectifs baissent alors que les suffrages augmentent ? Des militants répondent : « On exige trop du nouvel adhérent ; on l'accable de tâches ; on lui demande un effort financier trop élevé : cotisations, souscriptions, journaux, etc... En même temps, on ne fait pas assez pour l'intéresser à la vie de la cellule, pour l'entraîner à la discussion, pour l'éduquer... »

Toutes ces explications ne sont pas sans valeur. Malheureusement, ce qui ne leur enlève rien, elles ne sont pas nouvelles. Il y a plus de vingt ans qu'on les formule. Elles datent de l'époque où nous comptions moins de 40.000 adhérents et que les membres de nos cellules d'usines ne pouvaient proclamer publiquement leur qualité de communiste, sans risquer d'être jetés à la rue et de voir leurs enfants privés de pain.

Et voilà qui nous met sur la voie d'une réponse exacte, à savoir que, d'une façon générale, nous posons les problèmes d'organisation comme il y a vingt ans, sans rapport avec la situation nouvelle et avec la politique et les tâches du Parti qui découlent de cette situation nouvelle.

Alors que nous avons progressé dans le domaine de la théorie et de la politique, alors que nous avons su, en marxistes-léninistes, formuler des mots d'ordre justes et mettre en œuvre de nouveaux moyens, de nouvelles méthodes de lutte, dans le domaine de l'organisation, nous sommes restés plus ou moins figés.

Autrement dit, les formes d'organisation, valables en 1930 pour le Parti de 40.000 membres, ne conviennent pas au Parti de 1947, qui compte près d'un million d'adhérents, qui recueille 6 millions de suffrages, un Parti qui doit compter par *millions*, selon le mot de Lénine.

Le mal est aggravé par la persistance de méthodes qui étaient justes pendant la période clandestine et le fractionnement nécessaire en groupes de trois, mais qui ne sont plus de mise actuellement. On oublie parfois les règles du centralisme démocratique. Nous avons dû rappeler des militants et des Comités du Parti au respect de la légalité du Parti, au respect des statuts adoptés par le précédent Congrès.

Les organisations de base du Parti se replient sur elles-mêmes. Leurs moyens propres d'expression sont souvent nuls ou insuffisants. Elles n'ont pas toujours une activité à la hauteur des circonstances et des responsabilités générales du Parti. Peut-on en faire grief aux adhérents, aux militants de base ? Non, c'est le Comité central et les Comités fédéraux qui devaient poser toutes ces questions, faire qu'on les discute largement et que l'on améliore, de la sorte, le travail politique et d'organisation du Parti.

Il y a des cellules qui comptent un tel nombre d'adhérents qu'on pourrait utilement dédoubler ces cellules pour faciliter leur vie intérieure et leur activité politique générale. Il en est que la décentralisation, en principe recommandable, a réduit à un effectif squelettique, à une vie difficile. Un juste équilibre entre le travail à l'entreprise et le travail sur le plan local n'est pas encore assuré. On ne répètera jamais trop que l'usine, le chantier, le bureau, et d'une façon générale l'entreprise, est à la base de l'organisation du Parti. La tâche principale du Comité de section, du Comité fédéral est d'aider à la bonne marche des cellules d'entreprises, surtout dans les grandes usines.

Nous avons fait quelques progrès dans le travail pour former des cadres expérimentés et capables, autant qu'ils sont dévoués. Mais encore trop peu. On souffre dans ce domaine également d'une certaine étroitesse bureaucratique et sectaire. On accorde trop à la paperasserie, pas assez au contact vivant.

On ne pousse pas avec assez de hardiesse les jeunes, les femmes aux fonctions responsables. C'est-à-dire que l'on manque de confiance dans les masses. Il ne s'agit pas d'opposer les jeunes aux vieux. Nous devons tendre à fusionner les jeunes et les vieux cadres pour le bien du Parti. Les vieux ont l'expérience, les jeunes ont le sens du nouveau. Il s'agit de ne pas oublier que nous sommes et que nous serons toujours le Parti de la jeunesse, le Parti de l'avenir.

Il y a des camarades qui vieillissent moins par l'âge que par l'esprit. Ils ont peur des jeunes, ils ont peur du nouveau. C'est un grave défaut pour un communiste. Le Parti est légitimement fier de ses vieux cadres qui ont passé par bien des épreuves, consenti beaucoup de sacrifices, et qui ont tenu haut et ferme notre drapeau dans les heures difficiles. Mais les mérites passés ne suffisent pas. C'est chaque jour qu'il faut mériter la confiance du Parti et des masses. Et pour cela il faut comprendre les jeunes, former les jeunes, assurer les futures relèves de notre Parti et du mouvement ouvrier. (*Applaudissements.*)

On doit faire preuve de sollicitude pour les cadres, les aider pratiquement, ne pas les laisser seuls aux prises avec les difficultés qui pourraient les rebuter. On ne doit pas craindre de

perdre son temps en parlant avec les militants, en les écoutant patiemment. La tâche d'un véritable dirigeant est de songer d'abord au travail de ses camarades.

On doit aussi procéder sans hésiter aux changements qui peuvent apparaître nécessaires dans la distribution du travail, sans que le camarade appelé à une autre fonction puisse se croire diminué. On connaît des camarades qui n'ont vraiment donné leur mesure qu'à des postes où ils ont pu déployer toutes leurs qualités. Changer un homme de place, c'est souvent son intérêt autant que l'intérêt du Parti.

Enfin, il ne faut pas hésiter à faire la critique même des meilleurs. Personne chez nous n'est au-dessus de la critique. Parfois, la crainte de froisser un camarade, le désir de ménager son amour-propre font que l'on cherche à masquer ses fautes, ses faiblesses, ou tout au moins à en atténuer la gravité. Naturellement, la critique, comme la discussion, doivent être fraternelles ; mais elles doivent être franches, complètes. C'est par l'expérience de leurs fautes, par la façon de les surmonter, que les cadres s'éduquent, qu'ils élargissent leur horizon politique, qu'ils acquièrent la trempe politique indispensable. Tout autre méthode, toute tentative d'arrondir les angles, comme on dit, en jetant un voile sur les défauts, les erreurs, ne peuvent qu'être nuisibles au militant et au Parti. Elles conduiraient à la dégénérescence des cadres.

Ce qui est vrai de la critique, l'est encore plus de l'autocritique, la critique de soi-même. Les grands succès du Parti donnent parfois le vertige à quelques-uns de nos militants. Ils ne sont pas loin de s'attribuer à eux seuls, à leurs qualités propres, dont ils font très grand cas, tout le mérite des succès. Comme tel secrétaire fédéral que son Comité fédéral a écarté de son poste, ils disent volontiers pour tout ce qui est bien : « J'ai fait ceci, j'ai fait cela », mais à propos de ce qui va moins bien, ils disent : « Le Bureau fédéral n'a pas compris ceci, la Section n'a pas fait cela... » De tels camarades commettent parfois de graves erreurs, qu'ils ont beaucoup de peine à reconnaître et à corriger. Or, on n'est pas un bon militant communiste, si on ne sait pas reconnaître franchement une erreur, en s'efforçant d'en découvrir les causes et en prenant toutes les mesures pour la corriger.

Quelques mots sur la presse. *L'Humanité,* soutenue par ses vaillants C.D.H., est le premier journal de France avec plus de 400.000 numéros par jour. Nos quotidiens régionaux ont ensemble un tirage d'un demi-million d'exemplaires : *Liberté* (de Lille) vient en tête avec 150.000 numéros. Le tirage de nos hebdomadaires, une centaine, atteint un million d'exemplaires : *France Nouvelle* est à 160.000 ; *La Terre,* premier journal paysan de France, approche 300.000, dont 143.000 abonnés. (*Applaudissements.*)

On pourrait s'exclamer : voilà qui est bien ! Ce n'est pas mal, certes. Mais ce n'est pas en rapport avec l'influence et les possibilités du Parti, En gros, les chiffres indiqués plus haut disent qu'*un* électeur seulement sur six lit un quotidien du Parti. C'est nettement insuffisant.

Nous avons le devoir de prendre rapidement toutes les mesures nécessaires, et dans tous les domaines, rédaction, administration, diffusion, afin de développer la vente de nos journaux, afin de mieux armer idéologiquement et politiquement les travailleurs qui nous font confiance, afin de gagner encore et toujours de nouvelles adhésions à nos idées, à notre programme de lutte pour la défense des travailleurs et de la démocratie.

Camarades,

Gagner sans cesse de nouveaux lecteurs à notre presse, recruter sans cesse de nouveaux adhérents, étendre sans cesse l'influence de notre grand et beau Parti Communiste, c'est l'une des conditions essentielles du redressement de la situation.

Il faut voir les choses comme elles sont. La situation est sérieuse, très sérieuse. Les événements ont pris, ces dernières semaines, un cours qui n'est pas tout à fait celui qu'avaient espéré tant de héros et de martyrs à leur dernier matin. La réaction, encouragée par les divisions entre les travailleurs, a marqué des points.

Il est temps que, pour le salut de la France et de la République, s'opère le large rassemblement de toutes les forces ouvrières et démocratiques. Il est temps que soit mis un terme au glissement à droite. Il est temps que soit repris le mouvement à gauche, le mouvement vers le progrès. Il est temps que soit formé un gouvernement conforme aux volontés du peuple, un gouvernement qui agira dans le sens des intérêts du peuple, avec l'appui enthousiaste du peuple.

C'est l'avenir du pays qui est en jeu. Car il s'agit de recréer les conditions qui permettront de développer la production et, par là, d'assurer tout à la fois l'amélioration du sort des travailleurs et l'indépendance de la France.

Pour nous, communistes, qui nous sentons pleinement responsables devant la classe ouvrière, devant le peuple tout entier, pas d'autres moyens pour sortir des difficultés actuelles, que de faire droit aux revendications légitimes des masses laborieuses en faisant payer ceux qui peuvent et doivent payer : en faisant payer les riches.

Pas d'autre moyen pour surmonter les difficultés à venir, pour briser les obstacles que la réaction place sur notre route, pas d'autre moyen que la confiance agissante des masses populaires. C'est le peuple qui a fait la République, c'est le peuple qui s'est battu pour restaurer la République et libérer la France. C'est le peuple — les ouvriers en tête — qui seul peut sauver et sauvera la République. (*Applaudissements.*)

Que les communistes soient fermes et résolus en ces heures graves ; qu'ils appellent à l'unité nécessaire leurs frères socialistes et tous les travailleurs, tous les républicains, croyants ou non-croyants. Et que tous ensemble, communistes, socialistes, catholiques, Français et Françaises de bonne volonté, nous puissions par le travail et par l'union, et dans le combat contre la réaction, assurer à notre patrie des lendemains qui chantent !

VIVE LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS !
VIVE LA FRANCE !
VIVE LA REPUBLIQUE !

☆

Après avoir écouté avec attention, pendant plus de quatre heures, le magistral discours de Maurice THOREZ, un tonnerre d'applaudissements, de vivats, de hourras soulève le Congrès.

L'*Internationale* s'élève, vibrante, chantée par tous les congressistes debout.

XI' CONGRES NATIONAL
DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
STRASBOURG, 25, 26, 27, 28 JUIN 1947

LA VOIE DU SALUT

DISCOURS PRONONCE
par
JACQUES DUCLOS

Secrétaire du Parti Communiste Français
Vice-Président de l'Assemblée Nationale.
Député de la Seine

ADRESSEZ VOS COMMANDES AU C.D.L.P
142, BOULEVARD DIDEROT, PARIS (XII')
C.C.P. : 4629-39

XI' CONGRES NATIONAL
DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
STRASBOURG, 25, 26, 27, 28 JUIN 1947

LA JEUNESSE veut VAINCRE ET VIVRE

DISCOURS PRONONCE
par
André MARTY

Secrétaire du Parti Communiste Français
Député de Paris

ADRESSEZ VOS COMMANDES AU C.D.L.P
142, BOULEVARD DIDEROT, PARIS (XII')
C.C.P. : 4629-39

XI' CONGRES NATIONAL
DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
STRASBOURG, 25, 26, 27, 28 JUIN 1947

LES FEMMES DANS LA NATION

RAPPORT PRESENTE

par

JEANNETTE VERMEERSCH

Membre du Comité Central
— Député de Paris —

ADRESSEZ VOS COMMANDES AU C.D.L.P
142, BOULEVARD DIDEROT, PARIS (XII'). — C. C. P. : 4629-39

LES CAHIERS
DU COMMUNISME
— LA REVUE MENSUELLE LA PLUS REPANDUE —

☆

Grâce à la
QUALITE DE SES ETUDES
et à la
QUALITE DE SES REDACTEURS
dirigeants éminents du Parti Communiste Français

LES CAHIERS

Indispensables aux militants du Parti, apportent l'**EXPLICATION SCIENTIFIQUE** à tous les événements de l'actualité philosophique, politique, économique et sociale

★

Par ses Editoriaux
Par ses Articles
Par ses Chroniques
Par ses Documents
LES CAHIERS
SONT UN GUIDE PRECIEUX POUR L'ACTION

★

DIFFUSEZ LES CAHIERS
Abonnez-vous et faites des abonnés aux **CAHIERS**

CONDITIONS D'ABONNEMENTS	France	Etranger
6 numéros	90 francs	120 francs

Adresser les demandes d'abonnements et les commandes au C.D.L.P., 142, boulevard Diderot, Paris-12', C.C.P. 4629-39

VOUS TROUVEREZ

des études remarquables
une riche documentation

dans

DEMOCRATIE NOUVELLE

REVUE MENSUELLE DE POLITIQUE MONDIALE

Directeur : Jacques DUCLOS

SOMMAIRE DU N° 6 (JUIN 1947)

- Le glissement à droite de la politique française ..... Jacques DUCLOS.
- La France devant l'offensive du dollar ..... Jean BABY.
- Le Congrès du Labour Party .... R. PALM DUTT.
- Démocratie et enseignement .... Henri WALLON.
- Une nouvelle étape de la démocratie polonaise..... R. ZAMBROWSKI.
- L'Amérique latine contre les Yankees ..... Joanny BERLIOZ.
- Le vrai visage de la « démocratie turque » ..... J.-P. VERNAUT.

Abonnement d'un an .... 450 francs

Règlement par mandat-poste à Robert Petit, « Démocratie Nouvelle », 29, rue du Quatre-Septembre, Paris-2e, ou par Chèque Postal Paris 5739-11.

L. C. C. - Paris (J. London, Impr.)

(A découper en suivant le pointillé.)

FRANÇAIS ! FRANÇAISES !

Un moyen vous est offert de contribuer à arrêter le glissement à droite de la politique française et à ramener notre pays à gauche sur les chemins de la liberté et du progrès.

Ce moyen c'est votre adhésion au **Parti Communiste Français**

Nom _____ Prénoms _____

Adresse _____ Age _____

Profession _____ Lieu de travail _____

Signature :

Adressez votre adhésion au PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, soit au siège de la section de votre localité ou de la Fédération de votre département, soit au siège du Comité Central, 44, rue Le Peletier, Paris (9e).

Prix : 10 Frs